

2007

Rapport
Développement Durable
HSBC Holdings plc

Sommaire

Résumé	1
Introduction du Président du Groupe	3
A propos de HSBC	4
Dialogue avec les parties prenantes	9
Nos clients	11
Changement climatique	12
Développement commercial	15
Gestion de l’empreinte écologique	18
La chaîne logistique	19
Comptes sur la gestion durable de nos activités	20
La gestion durable du risque	22
Secteur forestier	25
Nos collaborateurs	27
L’investissement auprès des communautés	29
Données clés	31
Attestation de contrôle de DNV	34
Contact	36

Distinctions et indices

Les indices, ratings et rapports favorisent l’esprit de compétition dans les entreprises. HSBC a la volonté d’être une marque phare au niveau mondial dans le domaine du développement durable. Notre stratégie pour le changement climatique nous a valu plusieurs récompenses en 2007 :

- HSBC a été cité comme l’une des cinq premières entreprises mondiales pour la responsabilité dans le classement annuel d’AccountAbility and CSR Network. HSBC a été félicité pour sa stratégie de gestion du changement climatique, avec un score de 67 % contre 38 % dans le secteur financier.
- HSBC a reçu la note maximale de 70 points dans la première édition du classement des 40 banques leaders en fonction de leur stratégie vis-à-vis du changement climatique décerné par Ceres dans un rapport intitulé *Corporate Governance and Climate Change: the banking sector* (voir en page 12 les commentaires de Mindy Lubber, Président de Ceres).

Nous tenons aussi compte de et participons à :

- ▶ BankTrack
- ▶ Carbon Disclosure Project
- ▶ Dow Jones Sustainability Index
- ▶ Ethibel
- ▶ FTSE4Good
- ▶ Innovest
- ▶ Sustainable Investment Research International
- ▶ Vigeo

Résumé

De la responsabilité d'entreprise au développement durable

En 2007, nous avons poursuivi nos efforts pour définir et intégrer une stratégie HSBC en matière de développement durable, reconnaissant ainsi que la poursuite de la réussite financière du Groupe dépend de notre capacité à gérer et à traiter les aspects extra-financiers de notre activité. Ceci suppose d'accepter que ces questions non financières ne soient pas distinctes des fonctions et opérations de notre cœur de métier, mais qu'elles fassent partie intégrante de notre manière d'exercer notre activité. Nous nous référerons désormais au "développement durable" plutôt qu'à la "responsabilité d'entreprise" car ce terme décrit plus précisément la manière dont nous gérons notre empreinte écologique, les risques liés au développement durable et les nouvelles opportunités dans ce domaine, ainsi que nos investissements auprès des communautés.

A propos de ce rapport

Pour la préparation du présent rapport, nous avons pris en compte les commentaires que nous avons reçus tout au long de l'année de la part de nos parties prenantes ainsi que les résultats des ateliers d'engagement que nous avons organisés avec ces dernières début 2008 (voir p. 9). Le changement climatique, la foresterie, le financement et l'octroi de prêts dans des conditions durables ont été des thèmes majeurs pour HSBC et nos parties prenantes en 2007. Nous traitons ces questions en détail en expliquant l'approche que nous avons adoptée pour gérer les risques et les opportunités qu'elles présentent.

Pour répondre plus directement aux commentaires apportés par nos parties prenantes, nous avons inclus dans ce rapport davantage d'informations sur nos politiques, nos pratiques, nos objectifs et nos résultats en matière de développement durable, ainsi que le point de vue de tiers indépendants, comme le Ceres et le *Forum for the Future*.

Les normes internationales et les directives pertinentes en la matière, telles que la grille d'indicateurs G3 (G3 Sustainability Reporting Guidelines) de la *Global Reporting Initiative* (GRI) et la norme AA/1000, ont été consultées afin d'identifier des sujets importants qui n'avaient pas été abordés par les parties prenantes.

La grille GRI est disponible à l'adresse :

www.hsbc.com/sus-gri

Le présent rapport traite des plus importantes activités du Groupe en termes de bénéfices avant impôt et par nombre de salariés. Celles-ci incluent Hong Kong, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Moyen-Orient, le Mexique, le Canada, la France, la Chine, le Brésil et l'Inde. Sauf mention contraire, les éléments et les chiffres indiqués concernent l'ensemble du Groupe. Le rapport ne couvre pas les activités des joint-ventures et des filiales qui ne sont pas détenues intégralement par HSBC.

Les parties prenantes avaient souligné que le rapport de l'année dernière était trop long, ce qui avait nui à sa pertinence. Nous nous sommes efforcés cette année de ne pas dépasser 36 pages afin de nous en tenir aux principaux sujets intéressants les parties prenantes. Les autres questions importantes pour nous-mêmes comme pour nos parties prenantes peuvent être consultées en ligne, notamment les informations relatives à la lutte contre la corruption, la fraude et le blanchiment d'argent, les dons à des institutions politiques, le développement de la politique publique et la gestion des impôts.

Ces informations sont disponibles à l'adresse :

www.hsbc.com/sus-moreinfo

Les parties prenantes souhaitent savoir comment nous répondons aux défis auxquels nous sommes confrontés. L'une des questions les plus difficiles l'année dernière, et qui n'est pas encore résolue cette année, concerne la crise du marché du crédit et ses conséquences sur les propriétaires immobiliers en Amérique du Nord. Nous l'avons abordée dans le présent rapport et des informations plus complètes sont également fournies dans l'*Annual Report and Accounts 2007* de HSBC Holdings plc, page 219.

www.hsbc.com/financialresults

Vérification du présent rapport

Nous avons demandé à Det Norske Veritas (DNV) de vérifier en tant que tiers indépendant le contenu du *HSBC Sustainability Report 2007* – voir la certification DNV, page 34. Nous lui avons demandé de mener cette vérification depuis le siège du Groupe à Londres car c'est là que se situent toutes les informations relatives à l'impact direct de HSBC sur l'environnement, la neutralité carbone, la Direction stratégique et

Objectifs 2007	Réalisés ?	Avancement
Elargir la politique applicable au secteur énergétique (Energy Sector Policy) pour évaluer les risques liés au changement climatique pour davantage de clients HSBC.	Oui	Nouveau service de conseil proposé à l'échelle du Groupe afin d'aider nos clients à évaluer les risques et les opportunités associés au changement climatique dans l'entreprise ; définition d'une politique interne sur l'énergie nucléaire ; création du Climate Change Centre of Excellence en Inde.
Compléter nos politiques sectorielles avec le lancement de la politique du risque dédiée au secteur des mines et des métaux.	Oui	HSBC a également mis à jour son guide sectoriel forêts et produits dérivés de la forêt.
Lancement de deux nouvelles stratégies de développement concernant le financement durable des forêts et de l'eau.	Non	La stratégie de financement de l'eau est toujours en cours d'élaboration. La stratégie de financement de la foresterie sera terminée en 2008.
Elargir le système de reporting existant afin qu'il tienne compte des impacts indirects.	Oui	Elaboration d'un outil dédié au suivi des impacts indirects liés aux enjeux du développement durable.
Lancer une stratégie de microfinance internationale.	Oui	Début 2007. Poursuite en 2008.
Mettre en place un partenariat avec des associations de renommée mondiale dans le secteur de l'environnement afin de mieux comprendre les enjeux liés au changement climatique et les mesures prises pour s'y adapter, en lien avec nos objectifs dans ce domaine.	Oui	Le HSBC Climate Partnership, de 100 millions USD, a été lancé en mai 2007.
Renforcer le dialogue avec nos clients sur la question du développement durable.	Oui	Réalisation d'une enquête indépendante sur l'engagement des parties prenantes auprès de différentes parties prenantes.
Définir des indicateurs cohérents permettant d'évaluer la satisfaction de nos clients de la Banque de particuliers.	Oui	En 2007, le taux de recommandation des clients de la Banque de particuliers était supérieur d'un point sur une échelle de 100 à celui de la moyenne de nos concurrents.

Objectifs 2008

- Améliorer la prise en compte de la gestion du risque climatique dans nos documents d'investissement et de prêt, nos portefeuilles d'actifs et nos politiques de risques d'exploitation et de sécurité.
 - Inclure pour la première fois des objectifs énergétiques de réduction de consommation d'eau, de production de déchets et d'émission de gaz carbonique dans les objectifs du Conseil d'Administration du Groupe et des dirigeants des 24 plus grandes entités HSBC.
 - Installer des panneaux solaires photovoltaïques sur le toit du siège du Groupe, à Londres.
 - Consacrer plus de 1 million USD à l'achat de matériel de vidéoconférence pour l'ensemble du Groupe.
 - Installer dans l'ensemble du Groupe un logiciel qui éteindra automatiquement nos quelque 300 000 ordinateurs à la fin de la journée, ce qui nous permettra d'économiser près de 30 millions USD par an en énergie et de réduire nos émissions de CO₂.
 - Evaluer les risques et les opportunités que présente le changement climatique afin de proposer une offre de produits d'assurance adaptée pour nos clients.
 - Réviser nos guides sectoriels des mines et des métaux et des produits chimiques.
 - Intégrer aux programmes de formation stratégique du Groupe des sessions complètes portant sur le développement durable.
 - Réunir 600 millions USD pour le Fonds *Environmental Infrastructure Fund* lancé récemment.
 - Intégrer les questions environnementales, sociales, et de gouvernance à nos analyses d'investissement et nos prises de décision.
 - Renforcer notre implication auprès de Junior Achievement dans le monde entier grâce à un projet dédié à l'initiation des plus jeunes au monde de la finance et auquel participeront bénévolement certains de nos collaborateurs.
 - Inclure davantage de données sur nos portefeuilles dans le *Rapport de Développement Durable* de l'année prochaine.
 - Développer notre activité d'investissement durable et responsable.
-

la mise en place des Principes Equateur. Nous avons chargé DNV de réaliser des entretiens téléphoniques avec plusieurs directeurs et responsables de département dans différentes régions du Groupe afin de répondre à la demande des parties prenantes d'élargir la portée de la certification au-delà du siège. Ces entretiens se sont déroulés avec les responsables des équipes Développement Durable d'Asie Pacifique et d'Amérique latine et avec des Directeurs de la gestion du risque durable en charge de l'application des Principes Equateur localement.

La neutralité carbone chez HSBC et la mise en œuvre des Principes Equateur constituent deux pôles distincts de notre stratégie de développement durable. Leur vérification repose sur des méthodologies différentes, c'est pourquoi DNV a réalisé deux certifications séparées.

Ces certifications peuvent être consultées à l'adresse :

www.hsbc.com/sus-assurance

Pacte mondial des Nations Unies

Nous figurons parmi les signataires du Pacte mondial des Nations Unies et continuons de soutenir ses 10 principes sur les droits de l'homme, le droit du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Le document *Communication on Progress* explique la manière dont nous appliquons ces principes et les partenariats que nous mettons en place pour défendre les objectifs des Nations Unies. Le document *Communication on Progress* peut être consulté à l'adresse :

www.hsbc.com/sus-ungc

Introduction du Président du Groupe



Notre objectif est d'être l'une des premières marques au monde dans le domaine du développement durable. Cet objectif ne concerne pas uniquement les questions sociales ou environnementales et il ne se limite pas non plus à la gouvernance ou à l'éthique de notre Groupe. Le développement durable consiste à intégrer ces différents thèmes à notre modèle d'entreprise afin d'assurer sur le long terme la croissance et la réussite de notre activité, pour le bénéfice de nos parties prenantes. Pour HSBC, favoriser le développement durable signifie prendre des décisions respectant l'équilibre entre l'environnement, la société et l'économie, de manière à garantir le succès de ses activités à long terme.

Nous croyons qu'il est de notre devoir envers nos clients, nos investisseurs et nos collaborateurs de promouvoir une philosophie d'entreprise éthique, responsable et durable.

Il est très facile aujourd'hui de prôner la nécessité du développement durable, mais il s'avère plus difficile de mettre en place des changements réels dans ce domaine. L'engagement envers les principes de développement durable doit être au cœur de la culture de l'entreprise et présent à tous les niveaux opérationnels. Dans la mesure où nous souhaitons associer le développement durable à notre éthique interne, et où nous voulons rentabiliser le plus possible chaque centime et chaque minute consacrés à des projets de développement durable, ce thème représente désormais l'un des éléments clés de notre stratégie.

Nous procédons pour cela de deux manières. En premier lieu, à travers l'interaction et le dialogue. Nous accordons ainsi une grande importance à la valeur de l'exemple. Les moyens les plus efficaces dont nous disposons pour exercer une influence sur la société reposent sur les services financiers que nous proposons. Nous sommes convaincus que c'est l'engagement, et non l'isolement, qui facilite les changements et que les valeurs et la politique que nous défendons influencent le comportement des personnes avec lesquelles nous travaillons.

Nous continuons à soutenir le Pacte mondial des Nations Unies et ses principes relatifs aux droits de l'homme, au droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Nous intégrons également les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies et les Principes Equateur.

En second lieu, nous agissons. Nous ne pourrions pas promouvoir le développement durable sans nous impliquer nous-mêmes. Nous avons été la première grande banque du monde – et la première entreprise du FTSE 100 – à parvenir à la neutralité carbone. Nous continuons à étudier notre impact direct sur l'environnement pour définir les moyens de le diminuer. Bien que nos émissions totales de gaz carbonique aient augmenté en 2007, nous nous sommes rapprochés des objectifs que nous nous étions fixés en 2004 dans le domaine de l'énergie, de l'eau, des déchets et du gaz carbonique. Nous avons défini une nouvelle série d'objectifs pour la période 2008-2011.

Nous ne pourrions être présents dans 83 pays et territoires sans rien leur apporter en échange. Il est de notre responsabilité de fournir à chaque marché des services financiers transparents et de faciliter leur développement économique. Cela passe par les impôts que nous payons, les emplois que nous créons, les services que nous proposons et les investissements philanthropiques que nous réalisons pour les communautés locales.

Nous prenons très au sérieux les responsabilités que nous avons envers notre clientèle. Ainsi, certains de nos clients américains rencontrent des difficultés particulières en raison de la crise du marché immobilier. Nous travaillons avec des collectivités locales afin d'assurer un soutien à ces personnes et leur proposer des services qui les aident à conserver leur logement. Par exemple, nous avons à travers l'un de nos programmes de conservation des logements renégocié plus de 11 900 prêts, d'une valeur de près de 1,9 milliard USD.

Je pense que le changement peut être plus tangible si chacun de nous met à profit sa propre expertise. Par exemple, nous avons lancé en septembre dernier l'indice HSBC sur le changement climatique, premier indice permettant de suivre les résultats boursiers des entreprises qui prennent des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique.

La recherche et l'enseignement jouent un rôle fondamental dans la promotion du développement durable. En 2007, nous avons lancé deux initiatives destinées à favoriser une meilleure compréhension de cette question et à élargir les connaissances que nous en avons. Nous avons créé le *Climate Change Centre of Excellence* à Bangalore, en Inde, afin d'évaluer les conséquences financières et économiques du changement climatique. Nous avons également mis en place le *Climate Partnership*, qui consacre 100 millions USD au financement des grandes organisations environnementales et comprend la participation de plus de 100 000 de nos collaborateurs à des programmes de formation et de bénévolat au cours des cinq prochaines années. Nous accordons une grande importance à cet aspect de nos actions : le développement durable ne peut faire partie intégrante de notre culture d'entreprise sans l'engagement de tous nos collaborateurs, à tous les niveaux du Groupe.

Les salariés constituent la colonne vertébrale d'une entreprise. Notre approche en matière de développement durable est essentielle pour embaucher et retenir les meilleurs. Notre enquête, la *Global People Survey*, nous a en effet confirmé qu'il est important pour nos collaborateurs de travailler pour une entreprise respectant des normes éthiques élevées, et ce à tous les niveaux du Groupe. En 2008, nous remettrons à l'ensemble des cadres dirigeants des objectifs de performance qui comporteront des critères de développement durable, tels que le suivi de la gestion de l'utilisation de l'eau et de l'énergie, la production des déchets et les émissions de carbone.

Nous sommes particulièrement heureux et fiers d'annoncer la nomination de Lord Stern, qui fait autorité dans le monde dans le domaine de l'impact économique du changement climatique, comme Conseiller spécial sur le développement économique et le changement climatique au sein de notre Groupe. Ses compétences et son expertise représentent pour nous un atout inestimable et nous nous réjouissons de pouvoir bénéficier de ses conseils.

Après avoir dirigé pendant sept ans le HSBC Global Education Trust, Dame Mary Richardson a quitté ses fonctions cette année. Sous son égide, cette organisation a touché de nombreuses communautés. Nous souhaitons à Dame Mary une heureuse retraite, bien méritée.

Le présent rapport met cette année l'accent sur les mesures que nous avons prises pour répondre aux attentes de nos parties prenantes sur davantage de transparence et d'actions concrètes dans des thèmes qu'elles estiment particulièrement importants, le changement climatique, les forêts et l'octroi de prêts dans des conditions durables. A l'instar de toute autre entreprise, il nous appartient d'y satisfaire et nous continuerons à organiser avec enthousiasme des échanges sur ces questions cruciales.

Nous avons déjà accompli un certain nombre de progrès, mais nous devons encore relever de nombreux défis. En 2008, nous continuerons à travailler avec nos clients, nos actionnaires, nos collaborateurs et nos partenaires pour découvrir de nouveaux moyens d'y parvenir.

Stephen Green
Président du Groupe
HSBC Holdings plc
Mai 2008

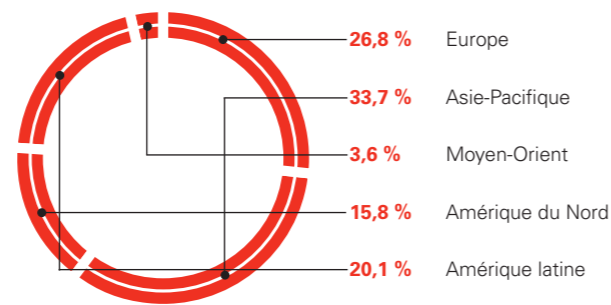
A propos de HSBC

Les 330 000 collaborateurs du Groupe HSBC travaillent dans 10 000 implantations réparties entre 83 pays et territoires. Le diagramme ci-contre présente la répartition des effectifs par région :

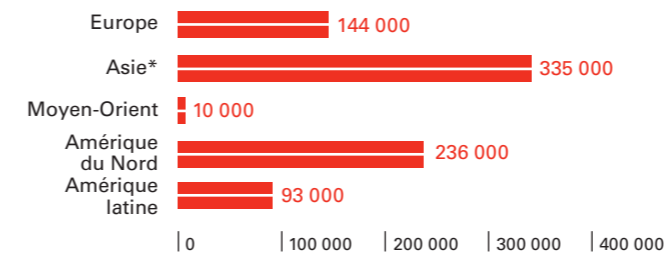
En 2007, la quantité totale de dioxyde de carbone émise par HSBC était de 897 000 tonnes. Nous avons acheté un tonnage équivalent en crédits carbone pour rester une société neutre en matière d'émissions de CO₂. Le diagramme figurant à gauche en page 5 montre la répartition des émissions de CO₂ par région.

En 2007, HSBC a donné 100,9 millions USD dans le monde entier. Le diagramme figurant à droite en page 5 indique la répartition des dons par région.

Effectifs par région en 2007

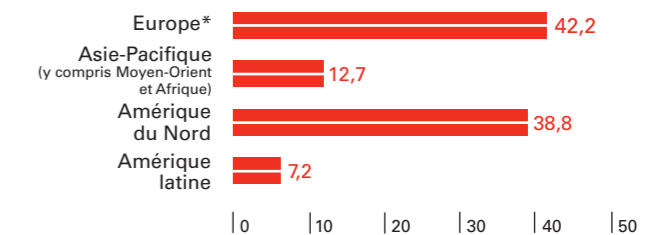


Emissions de dioxyde de carbone par région en 2007 (en tonnes)



* Les calculs pour l'Asie incluent les émissions des centres de service et de technologie, dont les émissions représentent 95 232 tonnes.

Dons aux organismes philanthropiques par région en 2007 (en millions USD)



* Inclut les dons aux programmes mondiaux, sur lesquels 18,3 millions USD sont dépensés hors d'Europe.

Le total des chiffres par région est de 818 000 tonnes. Pour atteindre la neutralité carbone, les chiffres sont ensuite convertis en effectifs équivalent temps plein pour la totalité des salariés et plusieurs autres facteurs sont pris en compte pour compenser les incertitudes signalées par les fournisseurs d'assurances de HSBC.

HSBC dans le monde

HSBC comprend deux grandes lignes de clientèle : la Banque de particulier et la Banque d'entreprise, ainsi que deux grands métiers mondiaux : Banque de financement, d'investissement et de marchés (anciennement Grande clientèle, Banque d'affaires et Marchés) et Banque privée. Le tableau ci-dessous présente la répartition du résultat avant impôt par ligne de clientèle et par région.

Répartition du résultat avant impôt par ligne de clientèle et métier mondial

	Millions USD
Banque de particuliers	5 900
Banque d'entreprise	7 145
Banque de financement, d'investissement et de marchés (Global Banking and Markets)	6 121
Banque privée	1 511
Divers	3 535

Répartition géographique du résultat avant impôt

	Millions USD
Europe	8 595
Hong Kong	7 339
Reste de l'Asie-Pacifique	6 009
Amérique du Nord	91
Amérique latine	2 178

Des informations supplémentaires figurent dans HSBC Holdings plc Annual Review 2007 ou Annual Report and Accounts 2007 à l'adresse suivante :

www.hsbc.com/financialresults

Résultat avant impôt

USD 24 212 M

GBP 12 106 M, HKD 188 878 M pour 2007

Résultat avant impôt

9,6 %

Augmentation en 2006

Actif

USD 2 354 Mds

GBP 1 172, HKD 18 359 Mds en décembre 2007

Dividende par action

USD 0,90

GBP 0,45, HKD 7,02 pour 2007



Qui sommes-nous ?

HSBC est l'un des plus grands groupes de services bancaires et financiers au monde, avec une capitalisation boursière de 198 milliards USD au 31 décembre 2007. Le réseau international de HSBC, dont le siège se trouve à Londres, comprend près de 10 000 implantations dans 83 pays et territoires situés en Europe, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique. HSBC propose une gamme complète de services financiers à ses clients dans la banque de particuliers, la banque d'entreprise, les services bancaires aux entreprises et aux institutionnels, la banque d'investissement et la banque privée.

HSBC Holdings plc, dont les actions sont cotées sur les Bourses de Londres, Hong Kong, New York, Paris et Bermudes, compte plus de 200 000 actionnaires dans plus de 100 pays et territoires.

Stratégie

Notre axe stratégique reflète notre position. Comme le formalise notre slogan "Votre banque partout dans le monde", nous sommes à la fois la plus grande banque mondiale dans les marchés émergents et une banque qui a une clientèle très cosmopolite qui profite de notre vaste réseau international et de nos finances solides.

Notre stratégie est conforme aux grandes tendances qui façonnent l'économie mondiale. Nous sommes conscients que, sur le long terme, les marchés émergents jouissent d'une croissance plus forte que les pays développés, que le commerce mondial augmente plus vite que le PIB et que l'espérance de vie s'allonge presque partout. De plus, le changement climatique a un impact sur le développement économique, en particulier dans les pays en voie de développement, et nous devons relever le défi du passage à une économie faiblement émettrice en carbone.

Pour répondre à ces tendances lourdes, nous remodelons notre activité en investissant en priorité dans les marchés émergents les plus dynamiques et, dans les pays développés, en privilégiant les activités qui possèdent des connexions à l'international. Le maintien de notre solidité financière et la poursuite des investissements nécessaires pour nourrir notre activité sont cruciaux pour ces activités. Notre but est de mettre au diapason de nos objectifs les incitations que nous avons mises en place pour motiver nos collaborateurs.

Nous croyons que les entreprises qui gèrent leur activité en fonction des impératifs du développement durable sont mieux placées que les autres dans la concurrence à l'échelle de l'économie mondiale. HSBC est résolu à être une entreprise leader au niveau mondial en relevant les défis de l'intégration du développement durable dans ses activités. Nous croyons que, ce faisant, nous renforcerons la marque HSBC, ce qui nous aidera à créer durablement de la valeur pour nos parties prenantes.

De plus amples informations sur HSBC Holdings plc, *Annual Review 2007* ou *Annual Report and Accounts 2007* sont accessibles à l'adresse suivante :

www.hsbc.com/financialresults

Gouvernement d'entreprise

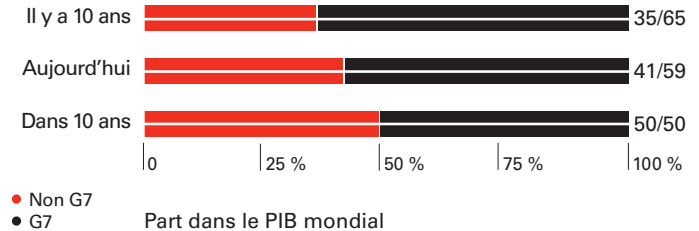
Durant 2007, HSBC Holdings s'est conformé à toutes les dispositions du *Combined Code on Corporate Governance* (Code de gouvernement d'entreprise) en vigueur. HSBC Holdings s'est aussi conformé pendant toute l'année 2007 à toutes les dispositions du *Code on Corporate Governance Practices* (Code sur les pratiques de gouvernement d'entreprise) figurant dans l'Annexe 14 des *Rules Governing the Listing of Securities on The Stock Exchange of Hong Kong Limited* (Règles de la Bourse de Hong Kong sur la cotation de titres) et aux normes de gouvernement d'entreprise applicables à tout émetteur privé intervenant sur le New York Stock Exchange.

Comité Développement Durable

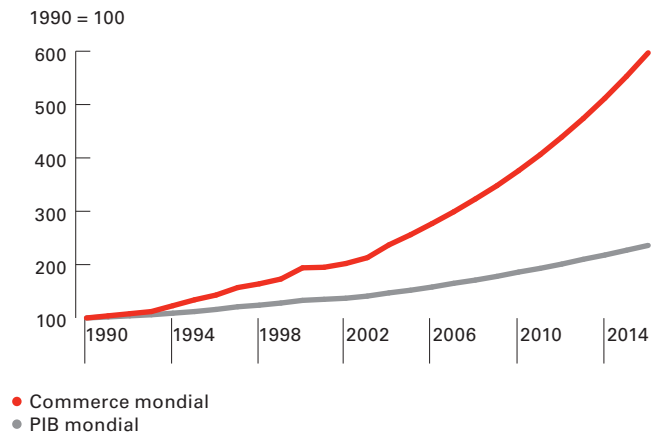
Le Comité Développement Durable (anciennement Comité de Responsabilité d'Entreprise), qui est formé par les Administrateurs et

Tendances de l'économie mondiale

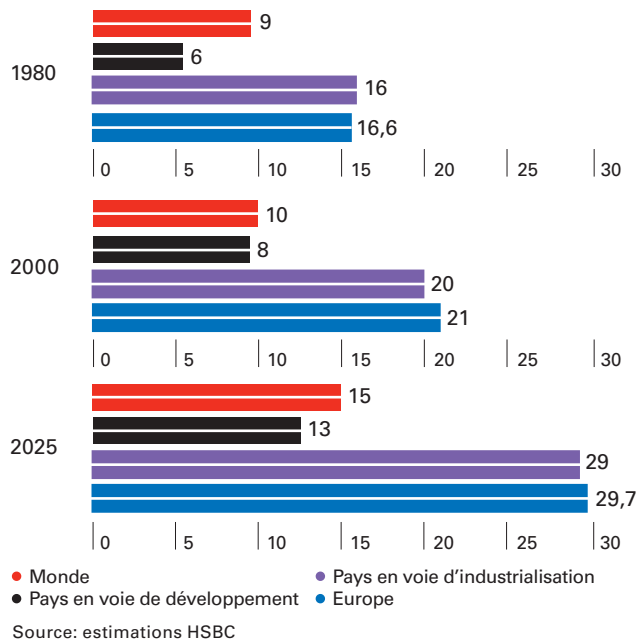
Les marchés émergents se développent plus vite que les pays riches.



Les échanges mondiaux augmentent plus vite que le PIB



L'espérance de vie augmente presque partout
Population âgée de 60 ans et plus (%)



les Administrateurs indépendants de HSBC Holdings (voir graphique), supervise la politique de HSBC en matière de développement durable et conseille le Conseil d'Administration, les Comités formés au sein de ce dernier et la Direction Générale depuis septembre 2003. Le Comité s'est réuni cinq fois en 2007. En vertu de son mandat, le Comité doit procéder à un examen annuel de son efficacité et de sa mission. L'évaluation menée en 2007 incluait un questionnaire complété par chacun des membres du Comité.

Le *Corporate Responsibility Executive Steering Group* mentionné dans le rapport de l'exercice précédent a été incorporé dans la Direction Générale du Groupe. Une grande partie du travail quotidien qui, auparavant, était accompli par le *Corporate Responsibility Executive Steering Group* est aujourd'hui gérée par le Comité du Développement Durable du Groupe (*Group Corporate Sustainability*), qui est une équipe dont la direction est centralisée et qui rend compte directement au Président du Groupe. Cette équipe est chargée de définir l'approche suivie par le Groupe pour la gestion de l'empreinte écologique du Groupe, la gestion durable du risque, le développement de produits et services liés aux enjeux du développement durable, le mécénat, la communication et le reporting.

La Direction du Développement Durable du Groupe a été soumise à un audit interne par le service d'audit du Groupe en 2007. Cet audit a conclu que " bien que le Groupe ait mis en place un certain nombre de politiques de Développement durable et de Prêts responsables, il n'existe aucune politique de cette sorte pour les investissements effectués par le Groupe et l'absence de cette politique pourrait entacher la réputation de la Banque parce qu'elle pourrait investir dans des sociétés soumises à des restrictions dans le cadre de sa politique de Prêts responsables ".

Il a été expliqué que les investissements détenus au nom du Groupe – transactions pour le compte de tiers – concernent essentiellement des services de gestion d'actifs fournis pour le compte de la clientèle et non dans le cadre de la stratégie d'investissement du Groupe. Le Manuel de procédures fonctionnelles de HSBC en matière de crédit et de risque étend d'ores et déjà les politiques de gestion durable du risque de HSBC à la gestion d'actifs et reconnaît qu'il est impossible de filtrer en permanence la totalité des investissements que nos clients peuvent décider d'effectuer. Cette réponse a été acceptée et le dossier est clos (des indications plus détaillées sur les investissements réalisés pour le compte de tiers figurent à la page 11).

Comités du Conseil d'Administration

Outre le *Corporate Responsibility Committee*, il y a trois autres Comités – le Comité d'Audit (*Group Audit Committee*), le Comité de Nomination (*Nomination Committee*) et le Comité des Rémunérations (*Remuneration Committee*) – dont les membres comprennent des " non executive Directors ". Le Comité de Direction du Groupe (*Group Management Board*) comprend cinq Administrateurs, incluant le *Group Chief Executive* et le *Group Finance Director*, ainsi dix membres du Comité Exécutif du Groupe (*Group Managing Directors*) et responsable de la gestion des affaires courantes de HSBC.

Des informations supplémentaires figurent dans *HSBC Holdings plc, Annual Review 2007* ou *Annual Report and Accounts 2007* à l'adresse suivante :

www.hsbc.com/financialresults

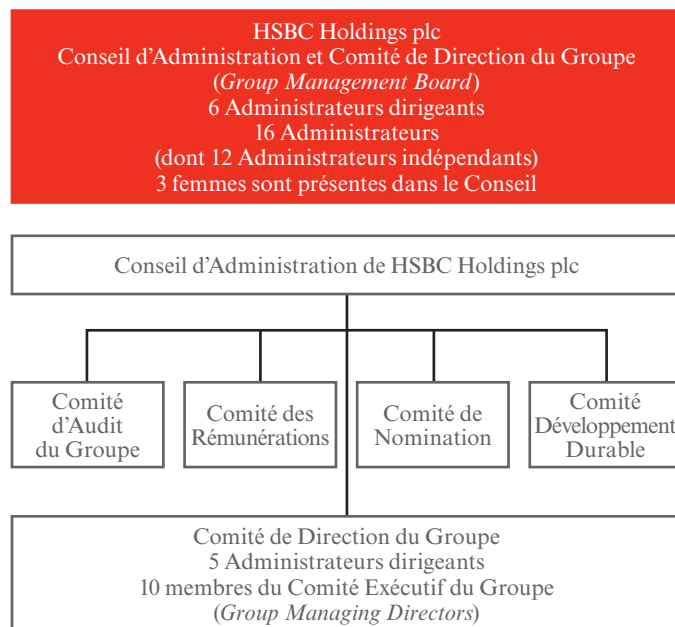
La mission du Comité Développement Durable de HSBC est consultable sur :

www.hsbc.com/sus-gov

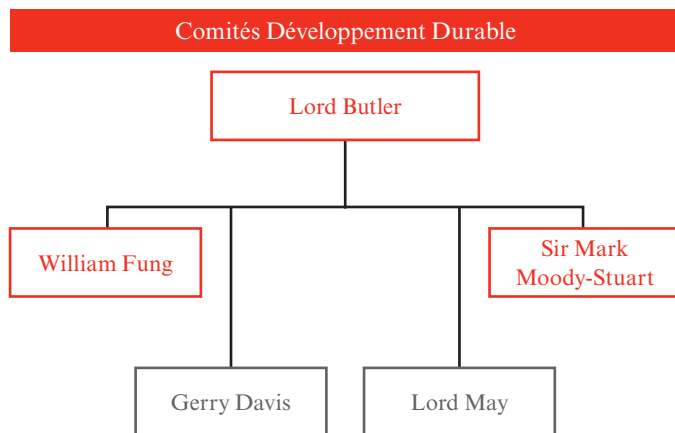
Les valeurs de HSBC et l'intégration des principes du développement durable

Nous cherchons à nouer avec nos partenaires des relations durables fondées sur des valeurs telles que la confiance et l'équité. Nous incluons

Comités du Conseil d'Administration de HSBC



Comités Développement Durable de HSBC



- Administrateurs de HSBC
- Membres externes

le développement durable dans ces valeurs, en particulier pour ce qui concerne l'impact indirect de notre activité ou, autrement dit, de nos prêts et financements. Ces valeurs sont au cœur de notre stratégie. Nous communiquons nos principes et valeurs à notre personnel au moyen du Manuel des Normes du Groupe (*Group Standards Manual – GSM*) qui est affiché sur l'intranet du Groupe. Ce manuel est mis à jour tous les ans et tous les salariés ont l'obligation de le lire. Il énonce les normes et politiques régissant nos activités qui expliquent ce que le développement durable signifie pour HSBC et s'appuient sur les valeurs et principes de notre société. Il renvoie en outre nos salariés au Functional Instruction Manual qui décrit en détail les politiques et procédures de certaines fonctions spécifiques telles que la Déontologie et Conformité, le Crédit et le Risque, la Finance, les Ressources humaines, l'Informatique, les Achats et la Fiscalité. Le chapitre traitant du Crédit et du Risque comprend une introduction sur des liens vers les Principes Equateur et notre politique sectorielle de Gestion durable du risque. Depuis 2007, le GSM comprend un chapitre traitant du développement durable (des indications plus détaillées sur la manière dont nous assumons la gestion durable du risque figurent à la page 22).

A propos de HSBC (suite)

En outre, chaque pays et/ou territoire est responsable de l'application locale d'un code de bonne conduite. Notre fonction d'audit interne est chargée de veiller à ce que le Directeur Général de chaque pays respecte le Manuel général d'instructions du Groupe et le Manuel de procédures fonctionnelles.

En adoptant les Principes Equateur, nous appliquons de fait les Normes de performances de la Société Financière Internationale au financement de projets. Nous les avons volontairement étendues aux prêts dans certains secteurs sensibles.

De plus, nous appliquons volontairement un certain nombre de codes de bonne conduite rédigés par des organismes extérieurs et participons activement aux initiatives suivantes :

Engagements internationaux et organismes auxquels adhère le Groupe

Nations Unies

Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	1992
Pacte mondial des Nations Unies	2000
Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies	2003
Principes pour un Investissement Responsable des Nations Unies	2006
UN Adviser's Group on Inclusive Financial Sectors (Groupe de conseillers des Nations Unies sur l'inclusion bancaire)	2006
Communiqué de Bali	2007

Développement durable

Principes Equateur	2003
Table ronde sur la production durable d'huile de palme	2003
Projet " Carbon Disclosure "	2004
The Climate Group	2005
Initiative sur la transparence des industries extractives (EITI)	2005
Commission mondiale des barrages (CMB)	2005

Lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux

Principes de Wolfsberg	2000
Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions internationales	
Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	
Règles de conduite de la Chambre de commerce internationale en matière d'extorsion de fonds et de corruption	

Droits de l'homme

Principes de Sullivan	2000
-----------------------	------

VIH/SIDA

Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/SIDA	2003
---	------

Pour en savoir plus sur nos valeurs et nos engagements internationaux, reportez-vous à :

www.hsbc.com/values

Interdépendance

Une partie de notre engagement envers nos partenaires consiste à distribuer des avantages économiques et à créer de la valeur au profit des parties prenantes, notamment en formant nos salariés ou en les incitant à se livrer à une activité bénévole au profit de la communauté.

Distribution d'avantages économiques

Parties prenantes	2007	2006	2005	2004
Communautés et environnement	100,9 M USD	86,3 M USD	81,4 M USD	69,2 M USD
Salariés (rémunération)	19,7 Mds USD	17,3 Mds USD	15,1 Mds USD	13,6 Mds USD
Etats (impôts)	5,3 Mds USD*	6,4 Mds USD	6,2 Mds USD	5,7 Mds USD
Actionnaires (dividendes)	10,2 Mds USD	9,9 Mds USD	8,5 Mds USD	8,3 Mds USD
Fournisseurs (achats et locaux)	14,9 Mds USD	12,7 Mds USD	11,1 Mds USD	9,7 Mds USD

* La réduction des impôts payés aux Etats est en grande partie due à la diminution de nos bénéfices aux Etats-Unis et à la comptabilisation d'impôts différés.

Dialogue avec les parties prenantes

Pour être reconnu comme l'une des marques phares du développement durable dans le monde entier, HSBC doit prouver à ses parties prenantes que son activité apporte une contribution positive au progrès environnemental, économique et social. A cette fin, nous nous sommes engagés à partager davantage d'informations avec les parties prenantes et à améliorer notre dialogue avec elles.

Au début de 2008, nous avons chargé PricewaterhouseCoopers LLP (PwC) de concevoir et jouer un rôle de facilitateur pour une série d'ateliers de dialogue avec les parties prenantes complétés par une enquête téléphonique dans les principales régions où nous opérons : l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. Notre but était d'informer nos interlocuteurs du contenu de ce rapport et d'en apprendre davantage sur les questions pour lesquelles ils attendent des comptes rendus de notre part et la forme de ces comptes rendus.

Nos objectifs étaient les suivants :

- Mieux comprendre comment les principales parties prenantes se forment une opinion sur HSBC et quel est le rôle que joue le reporting sur le développement durable dans cette opinion ;
- Donner aux parties prenantes l'occasion de faire connaître leur avis ;
- Obtenir des remontées d'informations pour guider plus généralement la stratégie de reporting sur le développement durable ;
- Entendre directement le point de vue et l'opinion des principales parties prenantes ;
- Nouer un dialogue franc, honnête et constructif avec les parties prenantes.

Au total, 125 parties prenantes ont participé à ce programme dans le monde entier. Sur ce total, 101 ont assisté aux ateliers et 24 ont été interrogées par téléphone. Les parties prenantes qui ont participé au programme étaient des salariés, des investisseurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des banquiers ne faisant pas partie de HSBC, de grandes entreprises et des représentants des universités, des Etats et des médias.

Résultats

Dans toutes les régions, les parties prenantes ont exprimé le désir d'un " rapport plus audacieux et plus transparent " décrivant les défis auxquels HSBC est confronté. Elles s'entendent toutes à reconnaître que les prêts et financements responsables sont l'un des principaux thèmes que doit aborder HSBC. En tant que fournisseur de services financiers, la loi et le secret professionnel nous empêchent de livrer des informations trop détaillées sur nos affaires et nos clients, mais nous enrichissons le contenu de ce rapport par des informations relatives à notre portefeuille de clients et comptons aller plus avant dans cette voie en 2008 à mesure que nous perfectionnons encore les systèmes d'information auxquels il fait appel. Nous nous sommes efforcés de répondre à nos parties prenantes en expliquant comment nous intégrons la dimension du développement durable dans notre activité. Nous avons aussi fait preuve d'anticipation dans le traitement de notre implication dans le secteur forestier pour montrer notre approche des prêts et financements responsables. Il ressort de l'enquête que le traitement du personnel, l'impact sur les communautés et le changement climatique ont aussi leur importance. Nous avons répondu à ces préoccupations dans les chapitres correspondants de ce rapport.

Certains faits saillants des ateliers d'échange avec les parties prenantes sont exposés en détail ci-dessous.

Quels sont les principaux thèmes que doit aborder le reporting de HSBC sur le développement durable ?

Dans chacune des quatre régions, les parties prenantes trouvent que la stratégie de prêts/financements responsables est la plus importante des questions que doit aborder HSBC dans le domaine du développement durable. Toutes les régions sauf l'Amérique latine en font l'une des cinq questions les plus importantes. Une préoccupation commune aux parties prenantes dans toutes les catégories et toutes les régions est la nécessité pour nous de faire preuve de plus d'audace et de transparence. De nombreuses parties prenantes sont conscientes de la complexité de la tâche à laquelle est confronté HSBC du fait de sa volonté d'être à l'avant-garde du développement durable et pensent qu'une définition plus précise de ce défi ne pourrait que renforcer la crédibilité du Groupe.

Quels sont les thèmes les plus importants que doit aborder le reporting de HSBC sur le développement durable ?

Classement	Thème	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Europe	Amérique latine	Note globale
1	Prêts/financements responsables*	3	4	5		12
2	Traitement du personnel			4	5	9
3	Impact sur les communautés	5	2			7
4	Changement climatique	4	3			7
5	Croissance bénéficiaire durable		5			5
6	Application d'une stratégie de développement durable			4		4
7	Ethique de l'entreprise				4	4
8	Investissement dans la communauté dans le domaine de l'enseignement (en général)				3	3
9	Inclusion financière (pour les clients à faible revenu/défavorisés)	2				2
9	Transparence, en particulier le processus sous-tendant les prises de décisions difficiles	2				2
9	Gouvernement d'entreprise et hiérarchisation des problèmes		2			2
9	Traitement équitable des clients			2		2
9	Produits verts				2	2
14	Saisir les occasions de dégager des profits liés à la prise en compte des enjeux du développement durable			1		1
14	Partager les bonnes pratiques en matière de programme de mécénat				1	1

* Inclut les votes exprimés en Amérique du Nord en faveur de " l'impact durable du cœur d'activité ".

Ce tableau a été compilé en reprenant les cinq thèmes principaux retenus par chacune des quatre régions. Pour calculer le classement global, la note 5 a été affectée au thème le plus important retenu par une région et la note 1 au moins important. Nous avons ensuite additionné les notes de toutes les régions pour obtenir le classement final. On trouvera la totalité des réponses à cette question par région dans la section du présent rapport intitulée " Analyse par région ".

Pour répondre à cette préoccupation, nous avons fourni des informations plus détaillées dans le chapitre sur la “ Gestion durable du risque ” (cf. page 22), qui traite de la mise en œuvre des Principes Equateur, de notre politique en matière de gestion durable du risque sectoriel et de l’application des Principes des Nations Unies pour l’investissement responsable. Nous expliquons aussi de manière plus détaillée notre engagement dans le secteur forestier dans un chapitre séparé.

Comme le montrent les résultats présentés dans le tableau de la page précédente, l’importance que les parties prenantes attachent aux diverses questions varie considérablement d’une région à l’autre. Société d’envergure mondiale, dialoguer avec et satisfaire les besoins des différentes parties prenantes n’est pas chose aisée. Notre but est d’intensifier notre dialogue avec les parties prenantes par l’intermédiaire de nos équipes de développement durable régionales, qui sont les mieux placées pour répondre aux préoccupations locales des parties prenantes. Nous publierons en 2008 la traduction de ce rapport en français et, pour la première fois, en espagnol et en japonais. Plusieurs pays produisent eux-mêmes leur propre rapport sur le développement durable et notre implication auprès des communautés en fonction des demandes des parties prenantes locales.

Pour en savoir plus, reportez-vous à :

www.hsbc.com/sus-regions

Si vous avez consulté le Rapport Développement Durable de HSBC auparavant, quelles informations (à supposer que ce soit le cas) vous ont plus particulièrement intéressé ?

Le principal objectif qui motive les parties prenantes à consulter le Rapport sur le développement durable est d’obtenir des informations sur le changement climatique et de comparer les performances entre régions. Nous nous sommes efforcés de répondre à ces besoins en mettant en ligne les chapitres traitant des différentes régions (voir le lien ci-dessus) et en donnant plus de place à celui sur le changement climatique pour faire connaître le point de vue de HSBC sur les opportunités et les risques qui en découlent (page 12). Nous avons aussi voulu apporter une réponse, dans l’ensemble du rapport, dans les autres domaines où un consensus relatif s’est fait jour.

Qu’attendez-vous à l’avenir du dialogue avec HSBC ?

A l’avenir, dans leur immense majorité, les parties prenantes sont disposées à reprendre le dialogue sur le développement durable avec HSBC et souhaitent être tenues informées de la manière dont il est tenu compte de leurs réactions. Nous sommes résolu à continuer à dialoguer en toute franchise avec les parties prenantes sur ces bases.

Ce que les parties prenantes attendent de HSBC

Les parties prenantes réclament davantage d’informations et de transparence sur les sujets ci-après :

- Transactions commerciales
- Application des politiques sectorielles
- Modalités selon lesquelles sont prises les décisions difficiles relatives aux défis et “ dilemmes ”
- Mettre davantage l’accent sur les problèmes importants quitte à moins parler de ceux qui sont secondaires
- Règles mondiales de gouvernement d’entreprise

Si vous avez consulté le Rapport sur le développement durable de HSBC auparavant, quelles sont les informations qui vous ont plus particulièrement intéressé ?

	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Europe	Amérique latine
Consensus fort	Données sur les émissions de carbone et meilleure compréhension de la neutralité carbone	Contrôler la définition de la neutralité carbone et la marche à suivre pour y parvenir	Mesure et gestion carbone / Approche du changement climatique	
	Comparer les performances régionales			
Consensus modéré	Principes Equateur			
	Etalonnage par rapport aux pairs			
	Structure et champ du rapport			
	Priorité à la région			Priorité à la région
	Voir si c’est un document seulement destiné aux relations publiques ou s’il va au-delà			
	Identifier les possibilités de partenariat		Identifier les possibilités de partenariat	
	Voir comment HSBC comprend, définit et hiérarchise la responsabilité d’entreprise			
	Chaîne d’approvisionnement			Chaîne d’approvisionnement
	Diversité			Diversité
	Questions environnementales			

Nos clients

Service et satisfaction de la clientèle

Nous veillons à ce que nos tarifs soient conformes à la réglementation en vigueur dans les pays et territoires où nous opérons. Nous informons rapidement nos clients de toute modification de tarifs dans un délai raisonnable. Par exemple, au Royaume-Uni, nous veillons à ce que notre politique, nos procédures et nos processus soient conformes à l'initiative " *Treating customers fairly* " de la Financial Services Authority. Aux Etats-Unis, non seulement nous nous conformons à toutes les exigences de la réglementation fédérale et des Etats, mais nous avons mis sur pied des comités Fair Lending Office sur les nouveaux produits et sur l'équité en matière de prêts qui ont pour mission de s'assurer que nos clients sont traités équitablement en termes de produits, de tarifs et d'accès aux services.

La part respective des prêts aux particuliers et aux entreprises ainsi que des prêts financiers dans notre portefeuille de prêts est respectivement de 50,1 %, 40 % et 9,9 %.

Répartition du portefeuille de prêts à la clientèle de HSBC par secteur en 2007

	%
Prêts aux particuliers	
Prêts à l'habitat	26,9
Autres prêts aux particuliers	23,2
Concours consentis aux entreprises	
Créances commerciales	20,1
Immobilier professionnel	7,2
Autres prêts immobiliers	3,4
Etat	0,6
Autres créances commerciales	8,7
Prêts financiers	
Institutions financières non bancaires	9,7
Comptes de règlement	0,2
Total	100

Aide aux clients surendettés

Nous offrons au cas par cas des conseils sur la restructuration et le refinancement de crédits et des conditions de paiement plus favorables. Si un client a depuis peu cessé d'honorer ses échéances, nous pouvons lui accorder des délais de grâce et/ou des remises d'intérêts ou de commissions pour l'aider à se remettre en selle. Si nous ne pouvons pas aider un client en difficulté, nous l'adressons à une agence extérieure. Des accords de remboursement sont mis en place pour faciliter l'apurement du compte sans causer de difficultés excessives au client.

Inclusion financière

HSBC est conscient de sa responsabilité de s'assurer que l'accès aux services financiers est conforme à la réglementation locale. Nous mettons en place des mesures pour faire en sorte que les prêts aux particuliers et aux entreprises soient à long terme, qu'ils puissent supporter les remboursements et que le coût de leurs emprunts ne soit pas considéré comme usuraire.

Par exemple, au Royaume-Uni, HSBC offre aux particuliers comme aux entreprises un service gratuit de consultation des comptes par téléphone et de gestion par Internet qui complète son réseau de 1 500 guichets. Il offre en outre un Compte de base à tout client qui est en mesure de fournir deux justificatifs de son identité.

Nous sommes un fervent partisan des initiatives de microfinancements et, en 2007, nous avons lancé une stratégie visant à augmenter sensiblement notre participation commerciale dans ce secteur important (des indications plus détaillées à ce sujet figurent à la page 17).

Crise des prêts hypothécaires à risque (subprime)

Les conséquences du retournement du marché du logement aux Etats-Unis, qui s'était amorcé en 2006 et s'est accéléré en 2007, affectent encore l'activité de HSBC en Amérique du Nord. Les Etats-Unis sont aujourd'hui aux prises avec une sévère correction du marché immobilier dont les effets se sont diffusés du secteur des prêts hypothécaires à risque à l'ensemble de l'économie.

HSBC a été l'un des premiers prêteurs à détecter les problèmes des prêts à l'habitat aux Etats-Unis. Il a lancé à la fin de 2006 un programme d'action proactif pour contacter les clients confrontés à une augmentation des remboursements sur leurs emprunts à taux révisable tout en commençant à resserrer ses critères d'octroi de prêts. Les conditions de crédit se détériorant encore en 2007, HSBC Finance a décidé de mettre fin à l'acquisition de " *correspondent mortgages* " et à son activité de gros dans les prêts au logement, " *Decision One Mortgage* ". La taille comme la valeur du portefeuille de Services hypothécaires, qui comprend les activités de correspondant et de gros, sont actuellement en diminution. La dégradation des conditions de crédit a aussi affecté les prêts à la consommation et, au second semestre 2007, HSBC a cessé de garantir certains produits et élagué le réseau d'agences de telle sorte qu'il soit mieux adapté à la demande prévue.

HSBC continue à dialoguer avec les responsables de la surveillance et de la réglementation financières, notamment, aux Etats-Unis, ceux des grandes villes, des Etats de l'Union et de l'Etat fédéral.

HSBC fait partie de l'*Alliance Hope Now*, dans le cadre d'un partenariat avec le Trésor américain et le *Department of Housing and Urban Development*, qui a pour but de conseiller et aider les accédants à la propriété en difficulté.

Au 31 décembre 2007, nous avons contacté plus de 41 000 clients qui s'étaient endettés à taux variable pour acheter leur logement et nous avons modifié les conditions de plus de 10 300 prêts. Nous avons en outre refinancé plus de 4 000 de ces emprunteurs à taux variable de manière à transformer leur crédit en crédit à taux fixe. Nous avons aussi fourni une aide financière à plus de 12 000 clients dans le cadre de notre Programme pour éviter les saisies immobilières. Ces mesures sont importantes non seulement parce qu'elles nous permettent de limiter les pertes, mais aussi parce qu'elles aident nos clients en difficulté.

Investissements dans des sociétés externes

Plusieurs parties prenantes ont demandé à HSBC de prendre contact avec des sociétés dont l'activité suscite des inquiétudes au motif que HSBC est actionnaire de ces sociétés. Ils croient que, en tant qu'investisseur, HSBC a peut-être les moyens d'influencer ces entreprises. Cependant, dans de nombreux cas, HSBC n'est que le prête-nom d'autres parties qui ont acheté ces actions, si bien qu'aucun droit ne lui est reconnu en tant qu'actionnaire et il n'a pas le droit de prendre contact avec la société concernée au sujet de ses activités. A titre d'illustration, nous offrons la possibilité d'effectuer des transactions en ligne sur les marchés financiers de manière efficace et peu coûteuse. Les actions sont inscrites au nom de HSBC, mais nous ne pouvons exercer aucune influence du fait de ces participations, dont nous ne sommes propriétaires que pour des raisons techniques, parce que c'est avec l'investisseur et non avec la société dans laquelle des actions sont détenues que nous entretenons une relation d'affaires.

Changement climatique

Un engagement mondial

Lors de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique, qui a eu lieu à Bali en 2007, les Etats-Unis se sont ralliés au nouveau consensus en faveur d'une action à long terme sur le changement climatique. L'Union européenne a conservé un rôle prépondérant sur la question, s'engageant unilatéralement en faveur des "3 x 20" (20% de réduction des émissions, 20% d'augmentation de l'efficacité énergétique et 20% d'énergie renouvelable en 2020), dont les principaux pays membres, comme l'Allemagne, ont donné le ton. Les marchés émergents étaient également présents, notamment la Chine qui a lancé son premier programme sur le changement climatique. L'un des points essentiels de "Feuille de route de Bali roadmap", à savoir le plan d'action adopté pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague en 2009, est l'engagement à réduire les émissions liées à la déforestation.

En quoi HSBC est-il concerné par le changement climatique ?

Le changement climatique n'est pas une simple question d'environnement, c'est aussi un problème économique et social.

Le changement climatique présente à la fois des risques et des opportunités pour notre activité et son impact potentiel sur HSBC peut être considérable. Pour HSBC, le changement climatique est essentiellement une question de développement économique qui concerne davantage les économies émergentes que les plus développées. Cette question doit donc être au cœur de la stratégie du Groupe pour les marchés émergents.

En tant qu'entreprise employant 330 000 personnes et disposant de près de 10 000 agences dans le monde, nos décisions concernant l'implantation de nos activités peuvent être affectées par des événements liés au changement climatique en raison de l'impact sur les populations, de la démographie, de la disponibilité de ressources alimentaires, sans parler de la politique des prix et de la santé.

Nos clients sont eux aussi affectés de plusieurs manières, ne serait-ce que par la fréquence accrue des sécheresses, des inondations et des tempêtes dont l'impact est particulièrement important dans les secteurs de l'agriculture, des transports, du tourisme et des infrastructures.

En tant que conseiller, prêteur et investisseur, HSBC a les moyens d'influer efficacement sur les entreprises et les projets qu'il finance de manière à gérer les risques et les opportunités liées au changement climatique. Considéré de moins en moins comme un phénomène purement environnemental, le changement climatique risque également d'avoir un impact sur nos activités à travers l'évolution de la réglementation et dans la mesure où il offre de nouvelles opportunités d'investissement dans des sociétés et actifs. Les mesures visant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter peuvent engendrer des opportunités. Les énergies propres et les technologies liées à leur production représentent déjà un marché considérable. Selon les analystes de *New Energy Finance*, une publication spécialisée s'adressant aux investisseurs sur les marchés des énergies renouvelables, des technologies faiblement émettrices en carbone, le montant des capitaux mondiaux investis dans les énergies propres en 2007 a été de 148,4 milliards USD.

Commentaires du Ceres

Le secteur financier occupe une place importante dans la lutte contre le changement climatique. L'industrie bancaire, l'une des plus importantes au monde avec 6 milliards USD de capitalisation boursière, est un acteur de premier plan dans le combat mené contre les effets du changement climatique et le soutien apporté aux investissements nécessaires pour encourager l'économie mondiale à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour évaluer les progrès accomplis par les banques face aux risques et opportunités que représente le changement climatique, le Ceres a publié un rapport en janvier 2008, intitulé *Corporate Governance and Climate Change: The Banking Sector*. Le rapport analyse les mesures mises en œuvre par 40 banques mondiales pour remédier au changement climatique dans le cadre de leurs structures de gouvernance, du soutien aux politiques publiques, de la comptabilité des émissions de carbone, de la planification stratégique et des actions directes.

HSBC, qui a obtenu le meilleur score du rapport, 70 points sur 100, a fait la preuve de son engagement en faveur d'une solide gouvernance et d'une action concertée sur le changement climatique. Ayant pris l'engagement de devenir "carbone neutre" dès 2005, le Groupe a désormais une longueur d'avance sur ses concurrents. Le leadership dans le domaine du changement climatique commence au sommet de la pyramide, au niveau du Conseil d'Administration de HSBC, qui prend activement part à la définition des stratégies du Groupe sur le climat et au débat sur le développement de politiques publiques. Le Groupe reconnaît qu'il a un rôle à jouer dans le cadre du passage à une économie faiblement émettrice de carbone dans celui de la gestion des risques, tout en bénéficiant des opportunités ainsi ouvertes. HSBC est bien classé en raison de ses actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par le biais d'investissements dans les économies d'énergie, du financement de technologies faiblement émettrices en CO₂, des services fournis aux clients pour les aider à gérer les risques matériels liés au changement climatique et des produits d'assurance proposés pour encourager les énergies renouvelables et les marchés du carbone.

Malgré ses excellentes performances, HSBC et toutes les autres banques peuvent encore mieux faire pour lutter contre le changement climatique, surtout au vu du consensus scientifique selon lequel il faut dès à présent procéder à d'importantes réductions des émissions. HSBC doit placer le changement climatique au cœur de sa stratégie commerciale,

l'étendre à l'ensemble de la chaîne de ses approvisionnements et à ses collaborateurs, tout en développant sa gamme de produits.

Le Groupe doit exiger de ses fournisseurs l'évaluation et la révélation de leur impact sur l'environnement et de leurs plans pour réduire les émissions en faisant partager son expertise sur la manière de procéder efficacement en la matière.

HSBC compte quelque 330 000 salariés, qui peuvent constituer un potentiel considérable au service du changement. Le Groupe a commencé à motiver et sensibiliser ses collaborateurs sur les questions de risque climatique et à les encourager à développer des plans d'actions pour l'intégrer dans leur travail. HSBC doit envisager d'aller un peu plus loin en mettant au point un programme destiné à ses collaborateurs pour les aider à réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, HSBC a commencé le développement de produits spécialisés dans le changement climatique, mais il reste encore d'importantes opportunités d'investissement à exploiter. Le Groupe doit notamment prendre une part plus active dans les programmes de négociation des émissions et développer la gestion du risque, les produits dérivés et de garantie pour soutenir les marchés du carbone. Il doit également fixer des objectifs de réduction des émissions pour ses portefeuilles de prêts et d'investissements ainsi que pour ses opérations.

Les banques bénéficient de la notoriété, de l'influence et de l'accès aux capitaux nécessaires pour jouer un rôle majeur face aux défis du changement climatique et HSBC se doit de confirmer son leadership en la matière.

Mindy S Lubber, *Président, Ceres*

Le Ceres est un groupe de premier plan réunissant des investisseurs, des organisations de protection de l'environnement et autres organismes d'intérêt public œuvrant en collaboration avec des entreprises pour relever des défis tels que le changement climatique pour le développement durable. Il dirige également l'Investor Network on Climate Risk, qui rassemble 60 investisseurs institutionnels représentant en tout 5 000 milliards USD d'actifs, et dont l'action est centrée sur les effets du changement climatique sur les entreprises.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site :

www.ceres.org ou www.incr.com

Le changement climatique : une question stratégique pour HSBC

La nomination de Lord Nicholas Stern en qualité de Conseiller spécial pour le développement économique et le changement climatique auprès du Président du Groupe reflète l'opinion du Groupe HSBC selon lequel le changement climatique est le principal défi économique, environnemental et social de ce siècle. Pour relever ce défi, nous devons nous appuyer sur les meilleurs conseils et expertises possibles et avoir le soutien de nos plus hauts responsables. Nous tenons également à ce que nos confrères du monde entier et à tous les niveaux soient associés aux actions que nous avons engagées pour lutter contre le changement climatique. Notre engagement de 100 millions USD en faveur du *HSBC Climate Partnership*, annoncé en 2007, est destiné à financer les activités de quatre organisations de premier plan pour la protection de l'environnement, ainsi que la participation de plus de 100 000 de nos collaborateurs aux programmes de formation et perfectionnement sur le changement climatique au cours des cinq prochaines années (voir page 30 pour plus de détails).

Comportement à l'égard du changement climatique

En 2007, nous avons publié le HSBC Climate Confidence Index, une enquête auprès de 9 000 personnes appartenant à neuf grands marchés, destinée à explorer le comportement des consommateurs à l'égard du changement climatique. L'enquête a révélé que les Chinois et les Indiens sont les plus optimistes à l'égard du problème du changement climatique et de son règlement alors que les Français, les Allemands et les Britanniques sont les plus pessimistes. Nous avons l'intention de mener de nouveau cette enquête en 2008 pour évaluer les changements d'attitude à l'égard du changement climatique et donner un aperçu de la manière dont pouvoirs publics, entreprises et particuliers parviennent à influencer les consommateurs dans le monde et à les associer à leur action.

Pour obtenir les résultats complets de l'enquête, veuillez consulter le site :

www.hsbc.com/sus-index

HSBC et la neutralité carbone

En 2005, HSBC a été la première grande banque – et société du FTSE 100 – à neutraliser ses émissions de carbone. Le dioxyde de carbone (CO₂) est le principal gaz à effet de serre responsable du changement climatique. Pour compenser les émissions de carbone causées par nos activités, le solde de nos émissions de dioxyde de carbone doit être nul après déduction des compensations, conformément à notre engagement à être à l'avant-garde des pratiques commerciales durables.

Pour nous, la neutralité carbone c'est, avant toute chose, la réduction de notre impact sur l'environnement. Pour ce faire, nous mesurons et réduisons la consommation énergétique à l'échelle du Groupe, nous adoptons des énergies renouvelables chaque fois que possible et compensons les émissions que nous rejetons en achetant des certificats de réductions d'émissions (*Verified emission reductions – VER*) de grande qualité. Les projets générant les crédits carbone que nous achetons répondent aux critères d'organismes tels que le *United Nations Clean Development Mechanism Executive Board* et le *Voluntary Carbon Standard*.

Les crédits carbone que nous achetons doivent réellement réduire les quantités de dioxyde de carbone émises, être d'un bon rapport qualité/prix et satisfaire aux critères du développement durable. Les données et crédits carbone nous concernant sont vérifiés et garantis par un organisme tiers indépendant.

Pour plus d'informations sur notre compensation du carbone, veuillez consulter :

www.hsbc.com/cneutral

Un catalyseur du changement

La neutralité carbone encourage également notre société à réaliser des économies d'énergie. Les achats de crédits carbone ont un coût pour l'entreprise, qui ne fait qu'augmenter avec l'accroissement des émissions de carbone que nous rejetons. Cependant, nous ne considérons pas la neutralité carbone comme une charge, mais plutôt comme un investissement. Grâce à l'achat d'électricité "verte" et aux projets crédibles dans lesquels nous investissons pour compenser nos émissions de carbone, HSBC contribue à stimuler l'offre mondiale de technologies faiblement émettrices en carbone et à investir dans ces technologies. Les avantages de ces investissements pour nos clients et nos parties prenantes sont incontestables.

Attitudes à l'égard du changement climatique

	Sujet d'inquiétude	Confiance	Engagement	Optimisme	
	“ Le changement climatique et la réponse que nous lui apportons constituent l'un de mes principaux sujets de préoccupation aujourd'hui ”	“ Les personnes et organisations qui pourraient s'investir dans les espaces liés au changement climatique font ce qu'il faut ”	“ Je consens personnellement des efforts importants pour aider à réduire le changement climatique dans ma vie de tous les jours ”	“ Je crois que nous parviendrons à stopper le changement climatique ”	
France	37 %	7 %	30 %	5 %	Pessimistes sceptiques
Royaume-Uni	22 %	5 %	19 %	6 %	
Allemagne	26 %	6 %	25 %	11 %	
Etats-Unis	32 %	13 %	23 %	18 %	Optimistes sceptiques
Mexique	59 %	14 %	43 %	24 %	
Brésil	58 %	14 %	47 %	26 %	Engagés préoccupés
Inde	60 %	19 %	47 %	45 %	
Chine	47 %	46 %	44 %	39 %	Engagés confiants
Hong Kong	46 %	38 %	37 %	30 %	
Total	43 %	18 %	35 %	23 %	

Les pourcentages représentent les personnes indiquant 6-7 sur une échelle d'approbation allant de 1 à 7 pour chacune des quatre affirmations de l'indice.

Moins de 1 sur 10 approuve
 De 1 à 10 approuvent
 De 1 à 4 approuvent
 De 1 à 3 approuvent
 La moitié des personnes interrogées approuvent

Les coûts

HSBC a acheté l'équivalent de 897 000 tonnes de droits à émissions générés par des projets répondant aux normes de bonnes pratiques reconnues internationalement, pour compenser les 897 000 tonnes de dioxyde de carbone émises par le Groupe en 2007. Depuis octobre 2005, HSBC a rejeté 1 880 000 tonnes de dioxyde de carbone et acheté les crédits carbone nécessaires pour neutraliser ses émissions pour un montant de 11,4 millions USD. Ces coûts sont imputés aux diverses filiales du Groupe dans les pays et territoires concernés d'après leurs émissions réelles de dioxyde de carbone, constituant ainsi une incitation financière supplémentaire à réduire leurs émissions ainsi que leur consommation d'énergie. Nous prévoyons une augmentation du coût du carbone du fait de la réglementation et des taxes sur le carbone et estimons que les institutions financières devront jouer et joueront un rôle important dans le passage à une économie faiblement émettrice de carbone. Voir " Comptes de gestion durable " pages 20 et 21 pour plus d'informations.

Recherche sur le changement climatique

Le Centre d'excellence sur le changement climatique, créé à Bangalore (Inde) en 2007, travaillera en collaboration étroite avec les responsables et analystes de la Recherche mondiale de HSBC pour évaluer les conséquences financières du changement climatique. Le Centre apportera également son soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de Finance Carbone de HSBC et œuvrera aux côtés de plusieurs sociétés dans le monde. Avec le temps, le Centre contribuera à faire de HSBC un leader sur les risques et opportunités liés à une société moins intensive en carbone dans l'intérêt du Groupe et de ses clients.

Opportunités

Si nous avons décidé de devenir carbone neutre, c'est essentiellement pour comprendre ce qu'implique le passage à une économie peu émettrice en carbone pour des groupes mondiaux importants comme HSBC. Nous sommes à présent en mesure de partager notre expérience sur les défis de la gestion carbone. Nous pouvons également aider à obtenir des crédits carbone générés par des projets crédibles et qui ne se substituent pas à d'autres pour nos clients. Voir page 15 pour plus d'informations sur les opportunités de développement commercial.

Investir dans le changement climatique

Face à la demande grandissante de l'opinion publique, les actions mises en œuvre par les Etats, l'industrie et les entreprises pour lutter contre le changement climatique se multiplient. Les entreprises qui ont, à juste titre, placé le changement climatique au cœur de leurs priorités peuvent tirer profit de la croissance exponentielle des opportunités qu'il génère.

La lutte contre le changement climatique va entraîner une réorientation radicale des schémas d'investissement dans un grand nombre de secteurs. Les pouvoirs publics sont en train de remodeler les marchés par le biais de nouvelles incitations et réglementations, générant de nouveaux risques, comme de nouvelles opportunités commerciales. La taille estimée du marché de l'énergie propre (voir tableau ci-dessous) montre les opportunités qu'il représente. Les entreprises et actifs liés au changement climatique commencent d'ores et déjà à tirer profit de cette réorientation.

Taille estimée du marché des énergies propres et renouvelables	en milliards USD
Nouveaux investissements dans l'énergie propre en 2007 ¹	117
Chiffre d'affaires de la filière solaire dans le monde d'ici à horizon 2010 ²	22
Marché mondial des biocarburants à horizon 2015 ²	52
Marché de l'hydrogène et des piles à combustible d'ici à horizon 2015 ³	15
Marché des produits liés aux énergies à faible émission de carbone d'ici à horizon 2050 ⁴	500

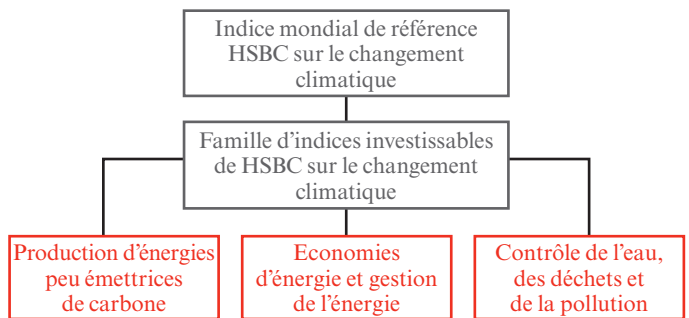
Sources :

- 1 New Energy Finance
- 2 The Climate Group
- 3 Clean Energy Trends
- 4 Stern Review on the Economics of Climate Change

En septembre 2007, l'équipe Recherche quantitative actions de HSBC a lancé l'Indice de référence mondial sur le changement climatique ainsi qu'une série d'indices et sous-indices qui ensemble offrent une solution globale et performante pour l'investissement dans le changement climatique. L'indice de référence est destiné à fournir une information sur l'exposition des sociétés œuvrant dans la lutte ou le développement de solutions dans le domaine du changement climatique ou qui en combattent les effets sur l'ensemble de la chaîne des approvisionnements industriels ; il permet, à son tour, d'identifier les entreprises les mieux placées pour profiter de la réaction au changement climatique.

L'indice mondial de HSBC sur le changement climatique constitue une première étape pour les investisseurs et fournisseurs de financement leur permettant de prendre leurs décisions d'investissement dans ce domaine. L'une des principales caractéristiques de l'indice est son approche innovante dans la mesure où il crée une mesure mondiale objective et quantitative des opportunités d'investissement dans la protection du climat et une économie peu émettrice de carbone.

Famille d'indices mondiaux de HSBC sur le changement climatique



La portée économique des indices va au-delà de l'énergie propre dans la mesure où ils reflètent l'éventail le plus large de sociétés exposées aux défis du changement climatique, y compris celles qui apportent des réponses aux impacts du climat. Il s'agit d'indices mondiaux comportant des sociétés issues de 35 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine. Les actions sont intégrées dans ces indices sur la base de critères de sélection financiers, centrés sur le chiffre d'affaires généré par les activités liées au climat.

En fournissant une mesure objective de " l'opportunité climatique " et de ses caractéristiques en termes de performance, l'indice a d'ores et déjà commencé à aider les marchés financiers à être mieux informés sur les conséquences financières et compétitives des approches liées à l'environnement et au changement climatique :

- Rendement : en 2007, l'Indice mondial HSBC sur le changement climatique a généré une rentabilité supérieure à 26 %, surperformant les actions internationales de 17 %. Entre janvier 2004 et décembre 2007, le rendement de l'indice a été de 143 %, surperformant les actions internationales de 90 %.
- Développement de nouveaux produits : après le lancement de l'indice, HSBC a mis en place, en novembre 2007, un Fonds GIF sur le changement climatique. Le fonds est établi à partir des éléments de l'Indice mondial sur le changement climatique ; le gérant du fonds recourt à une méthode de sélection quantitative des titres à deux niveaux pour générer un portefeuille bien diversifié de 50 à 60 titres.
- Solutions clients : l'indice a également servi de base à une gamme de fonds structurés au capital garanti, à des swaps total et rendement prix, ainsi qu'à des billets participatifs.

Le HSBC Climate Change Fund sur le changement climatique, qui a pour référence l'indice, investit dans des sociétés qui sont considérées comme les mieux placées pour bénéficier de l'opportunité que représente le changement climatique.

Développement commercial

HSBC et le développement d'une économie faiblement émettrice en carbone

Il n'y a pas de solution simple au problème du changement climatique, mais un consensus existe néanmoins : les émissions de dioxyde de carbone doivent être stabilisées puis réduites pour limiter les effets du changement climatique. Pour parvenir à cette économie faiblement émettrice en carbone, il convient de recourir aux technologies existantes permettant d'accroître les économies d'énergie et la production d'énergie à partir de sources renouvelables.

Pour Lord Nicholas Stern, qui a rejoint chez HSBC en qualité de Conseiller spécial pour le développement économique et le changement climatique auprès du Président du Groupe en 2007, le changement climatique entraîne des changements fondamentaux de l'économie mondiale. Dans l'*Annual Review 2007* de HSBC Holdings plc, Lord Stern met l'accent sur les avantages que peuvent retirer les institutions financières de la gestion des risques et opportunités liées au changement climatique. Il estime que HSBC a un rôle critique à jouer en agissant sur la réponse apportée par le marché.

La déclaration *in extenso* est disponible sur le site :

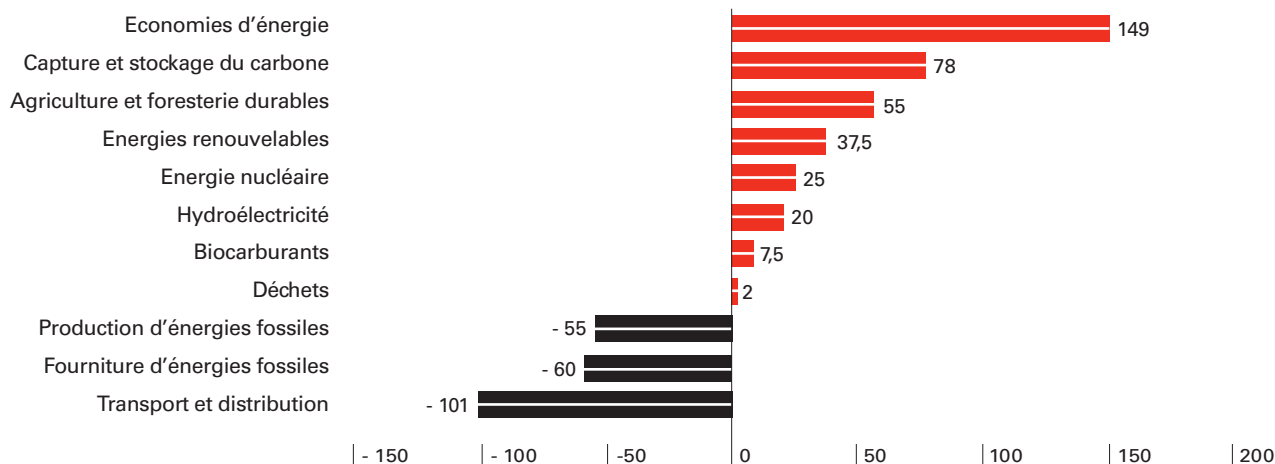
www.hsbc.com/financialresults

La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (voir l'histogramme ci-dessous) présente un scénario dans lequel les émissions de dioxyde de carbone auront atteint un point culminant et seront revenues aux niveaux actuels en 2030. Elle fait ensuite une estimation du schéma d'investissement requis pour y parvenir. Comme le suggère Lord Stern, HSBC a un rôle à jouer en fournissant une partie de ces investissements.

Ce scénario s'appuie sur les objectifs obligatoires de production d'énergie verte et ceux, de plus en plus rigoureux, liés à la réduction des émissions de carbone adoptés par de nombreux pays. Pour atteindre ces objectifs, des mécanismes de bonification ont été mis en place en vue d'attirer les investissements, mais des financements sont toujours nécessaires dans la mesure où la réponse au changement climatique est une action à la fois publique et privée.

Le financement des technologies liées aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie offre l'opportunité de travailler au sein de nos groupes produits et clients avec la clientèle nouvelle et existante. Nous entendons mettre l'accent sur les technologies commercialement viables. Les projets à grande échelle offrent des opportunités en termes de services de financement et de conseil, de même que les entreprises qui fournissent les technologies sous-jacentes comme les fabricants de turbines éoliennes et les fournisseurs de cellules photovoltaïques solaires, sans oublier les consommateurs et les mesures qu'ils adoptent à leur domicile.

Contrats à terme sur faibles émissions de CO₂ : importance des investissements requis pour stabiliser les émissions mondiales de carbone d'ici à 2030 (en milliards USD)



Source : Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

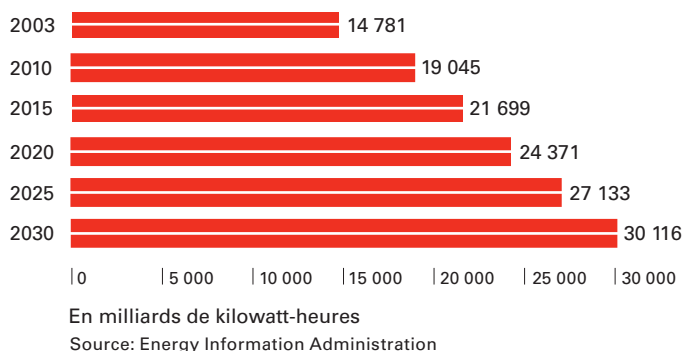
Stratégie de Finance Carbone

Nous aidons les clients à bien mesurer et gérer les défis liés au passage à une économie moins intensive en carbone. Notre Stratégie de Finance Carbone, lancée en 2006, s'adresse aux clients développant des technologies propres et des solutions basées sur l'utilisation d'énergies non fossiles, viables des points de vue technique et commercial. Nous entrevoyons une opportunité de création de valeur pour nos clients actuels et futurs en les sensibilisant aux avantages économiques, financiers et environnementaux liés à une meilleure gestion des émissions de carbone et en leur permettant d'exploiter les opportunités émergentes.

HSBC et les énergies fossiles

Le passage à une économie faiblement émettrice en carbone prendra de nombreuses années. A moyen terme, les projets énergétiques basés sur des énergies fossiles s'imposeront pour répondre à une part de la demande prévue d'électricité comme le montre le graphique ci-dessous. C'est pourquoi nous continuerons à soutenir les énergies fossiles, y compris les investissements dans les industries du charbon, du pétrole et du gaz conformes aux normes de performance de la Société financière internationale (SFI), aux Principes Equateur et à nos propres politiques de risque dans ces secteurs. Selon ces politiques, les technologies faiblement émettrices de carbone doivent être privilégiées chaque fois que cela est possible. De plus, les emprunteurs doivent respecter la réglementation sur les émissions de gaz à effet de serre. Il existe néanmoins des opportunités de travail avec les clients existants et futurs en vue de promouvoir la production d'énergie propre, faiblement émettrice en CO₂, les économies d'énergie, les énergies renouvelables et les technologies y afférentes.

Consommation mondiale estimée d'électricité



Financement d'une foresterie durable

Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la consommation mondiale de bois et produits de la filière bois va augmenter de 60 % dans les 25 prochaines années. L'adoption d'une foresterie durable sera nécessaire pour faire face aux besoins actuels tout en assurant un développement à long terme. La mise en œuvre de pratiques durables sera particulièrement importante pour certains pays tropicaux où la déforestation rapide des forêts naturelles se poursuit.

Nous nous employons à permettre aux sociétés de foresterie d'accéder aux marchés financiers par le biais d'obligations à long terme, adossées à des actifs forestiers durables certifiés et sélectionnés. Un tel cadre offre aux entreprises la possibilité de dégager des flux de trésorerie futurs, de financer les coûts payables d'avance pour obtenir les agréments, et constitue une incitation à protéger la valeur à long terme de leurs actifs forestiers sous-jacents grâce à des récoltes durables. Le secteur mondial du bois d'œuvre et des produits forestiers représente actuellement, d'après des estimations, 300 milliards USD.

Banque d'Investissement de Financement et de marchés

Les équipes *Project and Export Finance* (activités de financement export et de financement de projets) de HSBC suivent de près le développement d'industries renouvelables. Ces secteurs offriront en effet de bonnes opportunités en matière de financement de projets, de services de conseil, d'assurance et de gestion des risques en général. HSBC Project Finance Asie a ainsi arrangé le financement sans recours d'un projet de ferme éolienne de 50 mégawatts à Khandke, Maharashtra (Inde), développé par Roaring 40s, société commune entre le Groupe CLP et Hydro Tasmania. En 2007, le financement de projets dans le secteur de l'électricité représentait 39 % de notre activité générée par les énergies renouvelables.

A l'échelle mondiale, les capacités en matière d'Investissement Socialement Responsable (ISR) ont fait d'énormes progrès pour répondre à la demande des clients institutionnels. En 2007, nous gérons 2,4 milliards USD de fonds éthiques et ISR dans le monde, soit une augmentation de 60 % par rapport à 2006. Néanmoins, cela ne représente toujours qu'une part très modeste de nos activités d'investissement. Nous entendons développer l'activité ISR en 2008. En 2007, nous avons intégré nos

capacités ISR internationales au sein d'une plate-forme mondiale pour fournir à nos clients une expertise pointue et une large gamme de solutions d'investissement. Nous avons mis au point une méthode de recherche exclusive sur la base des données pertinentes fournies par des agences de rating comme Innovest, Oekom et Vigeo, portant sur une gamme complète de produits (actions internationales, européennes et libellées en euros, et produits de taux en euros).

En juin 2007, HSBC Investments a annoncé la création d'un Centre d'excellence ISR mondial. L'équipe est composée de six analystes et de deux spécialistes produits opérant dans quatre sites clés : Royaume-Uni, France, Brésil et Inde.

Banque commerciale

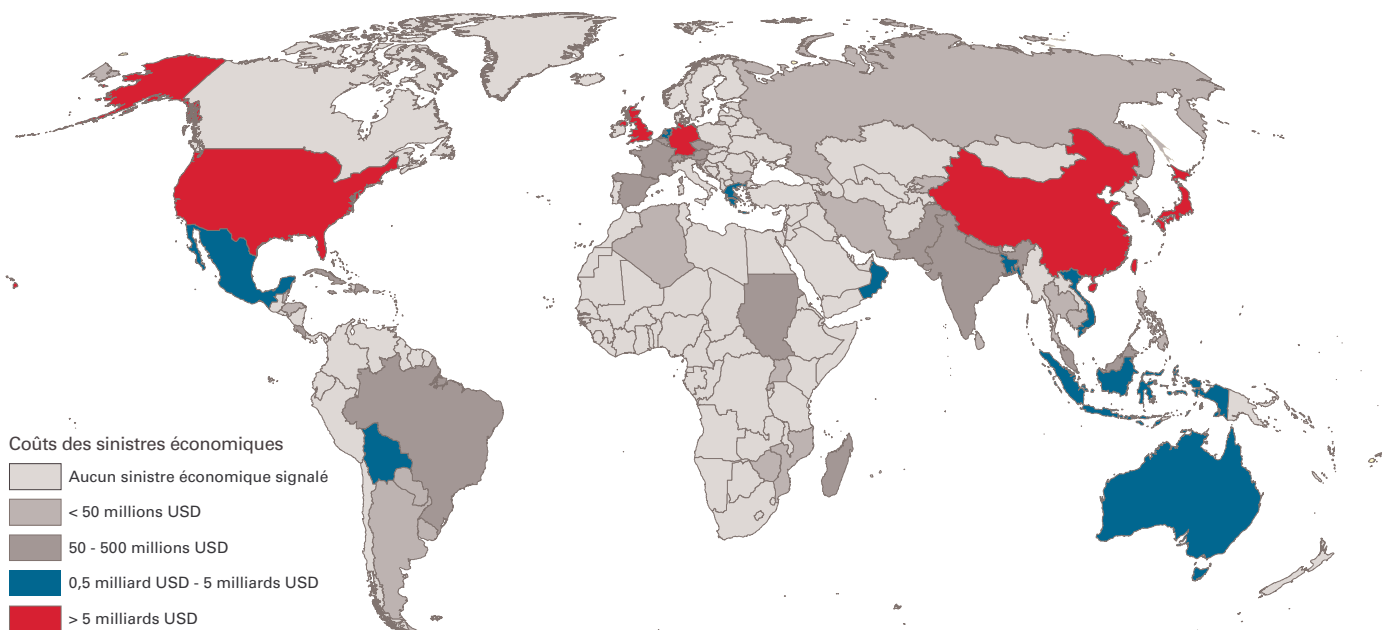
La Banque commerciale de HSBC fournit un financement aux petites et moyennes entreprises qui sont susceptibles de développer et commercialiser des solutions nouvelles pour une économie faiblement émettrice en carbone (voir étude de cas page 17).

Assurance

Le changement climatique représente à la fois une menace et une opportunité pour le secteur de l'assurance. L'illustration ci-dessous montre les dégâts occasionnés par les catastrophes naturelles récentes.

Compte tenu des conséquences probables du changement climatique sur l'élévation du niveau des mers et la multiplication des tempêtes, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a chiffré le montant des infrastructures et actifs susceptibles d'être exposés à des dommages d'ici à l'année 2070, un montant qui s'élève en tout à 35 milliards USD. Dès lors, des produits d'adaptation au changement climatique peuvent être créés de manière à gérer correctement ces risques. De plus, les mesures d'atténuation des émissions de carbone ouvriront de nouvelles opportunités dans les secteurs des énergies renouvelables et des faibles émissions de CO₂, allant de l'assurance traditionnelle de projets à des produits propres au changement climatique comme les garanties d'attribution de crédits carbone.

Catastrophes naturelles et sinistres économiques en 2007



Source: Emergency Events Database : Base de données sur les catastrophes internationales de l'OFDA/CRED, Université catholique de Louvain, Bruxelles (Belgique), www.emdat.net.

HSBC Assurance a accompli de sérieux progrès quant à l'intégration du développement durable dans ses activités. Nous nous efforçons d'influencer la réponse du secteur mondial de l'assurance aux défis posés par les questions de durabilité, y compris le changement climatique, en prenant part à des forums de premier plan tels que le Groupe de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement : initiative financière.

En termes de développement de l'activité, HSBC Assurance est en train d'accroître les opportunités d'assurance au service des actions mises en œuvre pour remédier aux causes ou aux effets du changement climatique. En 2007, HSBC Insurance Brokers a lancé de nouveaux services de conseil en matière de risque destinés à aider les clients à faire face aux risques et opportunités liés au changement climatique au niveau d'une entreprise. Ces services comprennent notamment la gestion du risque stratégique et la modélisation climatique. HSBC Insurance Brokers a également mis en place un système d'assurance spécialisé dans les projets relatifs aux énergies renouvelables en 2007.

Dans le domaine de l'environnement, HSBC Insurance Brokers travaille également en collaboration avec des confrères du secteur bancaire pour fournir une aide spécialisée en matière d'application et de suivi des directives liées au risque de crédit dans le secteur de l'environnement par le biais d'un système basé sur Internet. Un pilote de ce système a été lancé à grande échelle pour les prêts immobiliers au Royaume-Uni, l'objectif étant de l'étendre aux autres pays à mesure qu'il parviendra à maturité.

Services financiers pour les particuliers (dont crédit à la consommation)

Les mutations du monde d'aujourd'hui ouvrent nécessairement de nouvelles perspectives commerciales. Nous avons exploité ces opportunités en 2007 en élaborant des produits et services durables pour les particuliers au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Brésil, à Singapour et Hong Kong (voir l'étude de cas ci-dessous).

Etude de cas : Services financiers pour les particuliers

“ Il n'y a pas de petit changement ”

Cette campagne de marketing à grande échelle, lancée par HSBC aux Etats-Unis, comprend des supports de marketing imprimés sur du papier recyclé à 100 % et certifié par le *Forest Stewardship Council* (FSC). Les clients qui ont ouvert un compte courant HSBC entièrement informatisé se sont vu remettre gracieusement une pochette verte contenant des “ éco-produits ”, ainsi que des informations et directives sur les petits changements auxquels ils peuvent contribuer. Des dons représentant un montant total de 1 million USD ont été consentis au profit d'organisations locales de protection de l'environnement, telles que le Buffalo Olmsted Parks Conservancy, la City Parks Foundation, Friends of the National Arboretum, le Genessee Land Trust et le New York Botanical Garden.

Résultats

HSBC a obtenu un taux de réponse plus important que prévu, avec des soldes nettement plus élevés sur les comptes de dépôt et un accroissement des produits détenus par la clientèle. Le taux de paiement des factures en ligne a grimpé de 33 % et de 52 % en avril et en mai, respectivement, après le lancement de la campagne, preuve de l'intérêt marqué manifesté par notre clientèle.

Microfinance

La microfinance est la fourniture de services financiers à petite échelle tels que le crédit, l'épargne, l'assurance et les mandats à des personnes exclues des services financiers. Les projets varient, allant des mécanismes de prêt et crédit en gros à l'aide aux projets, à la gestion de trésorerie et aux opérations de change.

La microfinance représente une activité commerciale intéressante, offrant des perspectives de rentabilité commerciale à la fois sur le capital et sur les services auxiliaires, et dont l'impact social est important. Elle peut constituer une activité de développement durable à part entière.

Depuis 2004, HSBC a piloté un certain nombre de projets de microfinance dans le monde. En 2007, le Conseil a approuvé une stratégie mise à jour qui est désormais déployée en Asie et en Amérique latine. Notre engagement sur la voie de la microfinance s'appuie sur des bases commercialement viables et durables ; il ne s'agit pas d'une démarche philanthropique. Cette stratégie exploite les points forts de HSBC et centre l'activité sur notre portefeuille de produits et services existants tels que la gestion des liquidités et de la trésorerie, les recouvrements, les créances, le change, les mandats et les cartes de crédit.

Etude de cas : Banque d'entreprises

Financement d'équipements “ verts ” à Hong Kong

En juillet 2007, nous avons lancé un produit de financement unique d'équipements “ verts ” à Hong Kong pour inciter les entreprises à adopter des technologies faiblement émettrices en CO₂ et génératrices d'économies d'énergies. HSBC a été la première banque à Hong Kong à mettre sur le marché un tel produit, ciblé sur les entreprises ayant leur siège à Hong Kong et leurs installations de production sur le territoire ou en Chine.

Le *Business Environment Council*, organisation indépendante à but non lucratif, soutient le produit ; il évalue les avantages de l'équipement à financer au regard de l'environnement et confirme l'éligibilité du client dans le cadre du programme. Les emprunteurs bénéficient d'une remise des intérêts pendant au moins deux mois, d'un abattement de 50 % sur les frais de crédit documentaire, d'un moratoire de six mois au titre du remboursement du principal et d'une franchise de droits pendant deux ans sur un compte BusinessVantage. De plus, pour chaque tranche de 2 000 dollars de Hong Kong du montant du prêt, la banque verse 1 dollar de Hong Kong au WWF Hong Kong pour promouvoir la protection de l'environnement.

Résultats

Le produit a bénéficié d'un accueil très favorable dans les six mois qui ont suivi son lancement, en particulier sur le marché des petites entreprises, le nombre des demandes de prêts comme le montant des crédits octroyés ayant dépassé les prévisions. Le succès fut tel que HSBC a été invité à participer, en qualité de partenaire stratégique, au Programme de partenariat en faveur d'une production plus propre (*Cleaner Production Partnership Programme*), financé par le gouvernement de Hong Kong et dirigé par le Conseil de la productivité de Hong Kong.

Gestion de l'empreinte écologique

Réduire l'impact écologique de nos immeubles et de nos activités

Notre objectif est de réduire l'impact des activités d'HSBC, en termes de consommation d'eau et d'énergie, de production de déchets et d'émission de dioxyde de carbone. Nous mesurons et publions cet impact, rapporté à l'effectif en équivalent temps plein, et au nombre de mètres carrés utilisés.

Objectifs 2005-07

Pour les trois années 2005-2007, nous avons fixé des objectifs environnementaux, relatifs à notre consommation d'eau et d'énergie, notre production de déchets et les émissions de dioxyde de carbone résultant de notre consommation d'énergie. Ces objectifs couvrent 83 % des pays qui publient des informations environnementales et 77 % des effectifs équivalents temps plein du Groupe au 31 décembre 2007. Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'objectif de réduction de 8 % des déchets ainsi que l'objectif de réduction de 5 % des émissions de CO₂ ont été atteints, avec des réductions respectives de 16 % et de 27 %. En ce qui concerne la consommation d'énergie et d'eau, le Groupe a obtenu une réduction de 6 % et 6,8 % respectivement, à comparer à un objectif de 7 % pour chacun des deux postes. Le calcul de la performance au regard des objectifs est effectué à périmètre équivalent, sans prendre en compte les activités acquises ou cédées au cours de la période considérée. En ce qui concerne la production de déchets, le calcul de la performance n'est pas effectué à périmètre équivalent, mais fondé sur le tonnage de déchets envoyé à la décharge.

Objectifs 2005-07 du Groupe (en %)

	Energie	Eau	Déchets ¹	Emissions de CO ₂
Objectifs 2005-07	- 7,0	- 7,0	- 8,0	- 5,0
Performances effectives	- 6,0	- 6,8	- 16,1	- 27,4

Ces objectifs couvrent le Royaume-Uni, la France, la zone Asie-Pacifique, le Canada, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et les Etats-Unis.

¹Hors Argentine, qui commencera à mesurer sa production de déchets en 2008.

²Hors émissions résultant des déplacements professionnels.

Objectifs 2008-11

Le Groupe HSBC a défini de nouveaux objectifs pour la période 2008-2011, dans le cadre de son *Global Environmental Efficiency Programme* et des objectifs du *HSBC Climate Partnership*. Ces objectifs ont été définis au niveau de 24 entités, y compris les Centres technologiques mondiaux HSBC (*HSBC's Global Technology Centres*) et les Centres de services. L'ensemble de ces entités représentent 91 % de l'effectif équivalent temps plein du Groupe. Ces objectifs ont été calculés à partir des données 2007, en tenant compte de la croissance prévue des activités et des initiatives environnementales programmées, et rapportés à l'effectif en équivalent temps plein.

Objectifs 2008-11 (%)

	Energie	Eau	Déchets	Emissions de CO ₂
Par personne (en équivalent temps plein)	- 8 %	- 11 %	- 10 %	- 6 %

L'intégration des objectifs environnementaux dans l'évaluation des performances individuelles

En 2008, HSBC évaluera les cadres dirigeants du Groupe selon la méthodologie "*Balanced Scorecard*". Les objectifs environnementaux seront intégrés dans les objectifs Scorecard, ce qui accélérera et encouragera l'adoption de mesures permettant d'atteindre, voire de dépasser ces objectifs.

Global Environmental Efficiency Programme

En 2007, HSBC a lancé le *Global Environmental Efficiency Programme*, programme à cinq ans, doté d'un budget de 90 millions USD, destiné à réduire les déplacements professionnels et à diminuer l'empreinte écologique des immeubles de bureaux d'HSBC. Le programme encourage les projets innovants, tels que l'utilisation de technologies sobres en carbone, allant au-delà de la pratique habituelle des affaires. Le Groupe souhaite obtenir, d'ici 2011, une certification LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*) au niveau "OR", pour une cinquantaine de ses principaux immeubles. A ce jour, le Groupe a obtenu la certification pour quatre de ses immeubles, et notamment la première certification "OR" décernée en Amérique latine pour l'immeuble HSBC à Mexico, et une certification "zero-carbone" dans la ville de Greece, Etat de New York.

HSBC Climate Partnership

Les collaborateurs participant au *HSBC Climate Partnership* entreprendront diverses actions qui aideront le Groupe à atteindre ses objectifs environnementaux. (Voir page 30 pour plus de détails sur le Partenariat HSBC.)

Le reporting environnemental

Afin de réduire l'empreinte environnementale d'HSBC, et de pouvoir en rendre compte, nous devons en premier lieu mesurer la consommation d'eau et d'énergie, la production de déchets, et les déplacements professionnels. A cet effet, ces paramètres sont suivis dans 46 des 83 pays et territoires où HSBC a des bureaux. Ces pays couvrent 96 % de l'effectif en équivalent temps plein. Un réseau d'environ 200 personnes gère la mise en œuvre, le suivi, le reporting des initiatives environnementales destinées à réduire l'impact direct des activités de HSBC. Les informations sont collectées au niveau local auprès de différents départements, et notamment des départements immobilier, achats et déplacements. Ces informations sont intégrées dans la base de données en ligne, qui suit les performances en temps réel. Les informations sont soumises au visa des dirigeants de différentes régions concernées, puis des équipes en charge du reporting environnemental et empreinte écologique au siège social. Les informations font enfin l'objet d'un audit extérieur.

Afin d'atteindre notre objectif de neutralité carbone, nous avons extrapolé les chiffres résultant de notre système d'information et de gestion environnementale à hauteur de 100 % de notre effectif équivalent temps plein et de la totalité de nos immeubles. Nous avons ensuite appliqué un facteur d'incertitude additionnelle aux estimations d'émission correspondant à la consommation d'électricité, aux autres sources d'énergie et aux transports. Ces facteurs d'incertitude sont cohérents avec ceux recommandés dans le *IPCC Good Practice Guidance and Uncertainty Management in National Greenhouse Gas Inventories*.

Etude de cas

Recours aux nouvelles technologies

HSBC poursuit sa politique de déploiement d'équipements de vidéoconférence partout dans le Groupe, afin de réduire les déplacements professionnels. Le résultat d'un test mené durant un mois, montre que l'utilisation des salles dotées d'équipements de vidéoconférence au siège social du Groupe à Londres permet une réduction des déplacements effectués en avion, pour un total de 523 000 miles (correspondant à 185 tonnes de dioxyde de carbone) et une économie de 604 000 USD.

La chaîne logistique

Vue d'ensemble

HSBC dépense chaque année environ 12 milliards USD pour acquérir différents produits et services, y compris les logiciels et les équipements informatiques, les télécommunications, le transport, l'énergie, l'impression et le papier. Les logiciels et les équipements informatiques constituent le premier poste de dépenses ; viennent ensuite les dépenses effectuées par les fonctions Opérations, Ressources Humaines et Marketing. La fonction Achat est gérée par un réseau de plus de 600 collaborateurs situés dans 49 pays et territoires. Les fournisseurs d'HSBC vont de la petite entreprise locale à la grande entreprise multinationale : le recours à des systèmes électroniques de gestion des achats nous permet de nous adapter aux besoins des uns et des autres.

Depuis 2005, les objectifs annuels des cadres dirigeants de la fonction achat intègrent des références au développement durable, encourageant ainsi la mise en œuvre dynamique de solutions durables dans la chaîne logistique et la gestion efficace des risques fournisseurs correspondants.

Gestion électronique des achats (*e-procurement*)

Notre système "Buy Smart" de gestion électronique d'achat a été étendu, à la fois en termes d'échelle et de champ d'application. Il couvre désormais 26 pays et territoires et compte 75 000 utilisateurs. L'ajout de fonctionnalités supplémentaires facilitera une gestion purement électronique (*i.e.* zéro papier) des commandes, des contrats et de la facturation.

La gestion électronique des achats permet de réduire les coûts et l'impact sur l'environnement. En 2007, le nombre de commandes zéro papier a atteint un nouveau record de 688 440 ; tandis que 250 293 factures électroniques étaient émises. Notre objectif est de poursuivre avec nos fournisseurs le développement de transactions commerciales "zéro papier".

Contrats fournisseurs

Nous cherchons des fournisseurs qui partagent notre engagement en faveur du développement durable et nous intégrons des critères environnementaux dans nos appels d'offres. La procédure d'appel d'offres HSBC exige de tous les fournisseurs tiers la confirmation de leur adhésion à une pratique éthique et durable des affaires.

Notre charte éthique pour les fournisseurs, qui est régulièrement réexaminée, détaille nos attentes en matière de pratiques environnementales et sociales, notamment en ce qui concerne le travail des enfants et les questions de discrimination. Les nouveaux fournisseurs doivent nous faire part de leur politique de développement durable, qui fait l'objet d'un examen. Les fournisseurs existants doivent contrôler et suivre leurs pratiques afin de s'assurer de leur conformité à notre charte éthique. Nous avons également procédé à des audits conduits par des tiers indépendants afin d'évaluer les performances des fournisseurs sélectionnés au regard de certains critères, et de nous assurer que leurs pratiques sont conformes aux standards d'HSBC, ainsi qu'à la législation locale applicable.

La mise en œuvre au Mexique d'un programme de gestion du cycle de vie des achats a permis l'intégration des critères de développement durable dans le processus d'évaluation et de sélection. Ce programme a également favorisé, en interne et en externe, une meilleure prise en compte des objectifs de développement durable tout au long de la chaîne logistique.

Collaboration avec les fournisseurs

Au cours de l'année 2007, nous avons généralisé avec succès la mise à disposition de papier certifié *Forest Stewardship Council* (FSC) en travaillant en collaboration avec les fabricants et transformateurs. Dans 18 pays et territoires, les bureaux d'HSBC utilisent désormais du papier certifié FSC pour une partie ou la totalité de leurs besoins en papier. Si la disponibilité de papier certifié FSC augmente globalement, l'utilisation reste limitée par une disponibilité restreinte pour certaines qualités de papier ou zones géographiques.

Aux Etats-Unis, nous avons récemment tenu notre deuxième forum pour la diversité des fournisseurs, qui a réuni des fournisseurs venus de tout le pays pour rencontrer d'autres fournisseurs et partenaires stratégiques et favoriser les opportunités de développer les relations commerciales avec HSBC. Cet événement a permis de sensibiliser les participants aux initiatives HSBC en faveur de la diversité des fournisseurs.

Nos bureaux de la région Asie-Pacifique ont développé en 2007 un nouveau système de récompenses décernées aux fournisseurs. Un des prix doit être décerné au fournisseur dont la politique et la pratique en matière de développement durable se rapproche le plus de celles d'HSBC. La société Haworth Inc. a obtenu ce prix pour son engagement global en faveur du développement durable et le développement de son système de fournitures certifiées FSC avec nos bureaux de Hong Kong.

Collaborant avec une société d'audit indépendante, HSBC a continué à encourager ses fournisseurs dans les secteurs primaire, secondaire ou même tertiaire, à évaluer leurs performances au regard de la charte éthique HSBC et des règles nationales ou internationales applicables. Au cours de l'année 2007, plus de 170 audits ont été conduits sur les sites des fournisseurs partout dans le monde. Plutôt que de mettre immédiatement fin aux relations avec les fournisseurs dont l'audit a révélé la non-conformité, HSBC a aidé les fournisseurs concernés à améliorer leurs performances et à atteindre les standards exigés, en définissant les plans d'action appropriés et en contrôlant l'application. En 2007, HSBC a mis fin à ses relations commerciales avec 19 sociétés qui n'avaient pas réalisé dans les délais prévus les progrès nécessaires dans des domaines essentiels.

Electricité

Le soutien de HSBC à la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables se traduit, lorsque cela est possible, par l'utilisation d'électricité verte, et l'acquisition de certificats d'énergie renouvelable (*renewable energy certificate*, "REC") ou de "green tags".

Au Royaume-Uni, HSBC continue à souscrire le tarif 100% "électricité verte", et a prolongé le contrat pour deux années supplémentaires, afin de s'assurer de la disponibilité de la ressource, sur un marché où la demande excède l'offre.

Aux Etats-Unis, nous achetons de l'énergie propre à hauteur d'environ un tiers de notre consommation électrique, à travers l'acquisition de certificats d'énergie renouvelable, soutenant ainsi la production nationale d'énergie éolienne, géothermique, ou produite à partir du gaz dégagé par les décharges. Au Canada, 15% de la consommation d'électricité correspond à l'acquisition de certificats d'énergie renouvelable, soutenant la production de plusieurs centrales éoliennes dans la province d'Alberta.

Engagement des fournisseurs

Au-delà de l'engagement initial des fournisseurs pour le développement durable tout au long de la chaîne logistique, des discussions ultérieures visent à mieux appréhender et à favoriser les bonnes pratiques qui se développent chez nos fournisseurs. Ces interactions bénéficient du travail effectué par les organisations professionnelles en matière de comparaison des approches et des résultats. Le benchmarking des initiatives des fournisseurs au sein de la chaîne logistique, et avec les organisations professionnelles, est un élément important de la stratégie de HSBC pour rester à tout moment au niveau des meilleures pratiques.

Pour plus d'informations, veuillez accéder :

www.hsbc.com/suppliercode

Comptes sur la gestion durable de nos activités

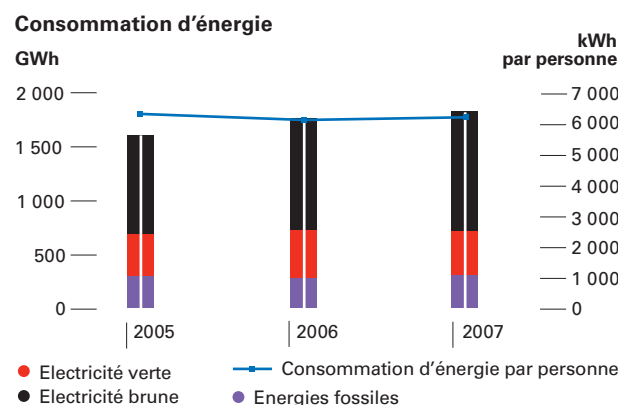
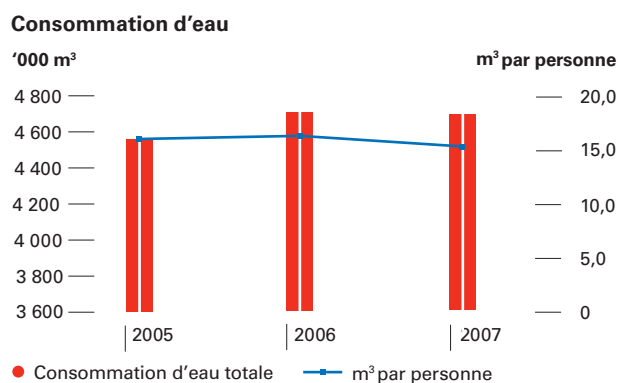
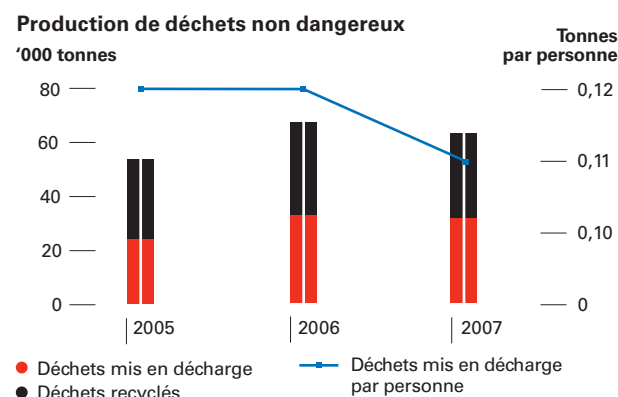
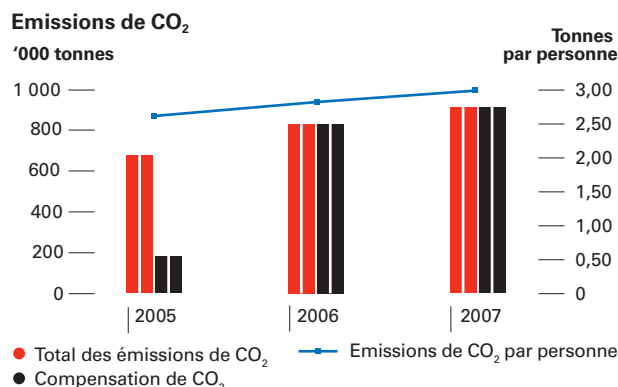
HSBC : impact des gaz à effet de serre, de la production de déchets et de l'utilisation des ressources

	Cash-flows		
	2005 M USD	2006 M USD	2007 M USD
Emissions de gaz à effet de serre			
• Emissions de CO ₂			
- Dépenses liées à la compensation des émissions			11,4†
- Dépenses liées aux déplacements écologiques dans le cadre du GEEP (Global Environmental Efficiency Programme)		2,0	
- Dépenses liées aux économies d'énergie dans le cadre du GEEP		21,0	
- Economies résultant de la réalisation des objectifs environnementaux		0,8	0,9
†Total pour 2005-2007			

Déchets			
• Déchets non dangereux			
- Coût de traitement des déchets*	nd	nd	nd
- Dépenses encourues dans le cadre du GEEP (comptabilisées à partir de 2008)			
*Les dépenses encourues au titre de la réduction des déchets et du recyclage sont intégrées dans les comptes de l'activité Immobilier et non comptabilisées au titre du GEEP.			

Consommation d'eau			
• Eau utilisée			
- Coût de l'eau utilisée*	nd	nd	nd
- Economies résultant de la réalisation des objectifs environnementaux		0,2	0,7
- Dépenses encourues dans le cadre du GEEP (comptabilisées à partir de 2008)			
*Les dépenses encourues au titre de la réduction des déchets et du recyclage sont intégrées dans les comptes de l'activité Immobilier et non comptabilisées au titre du GEEP.			

Consommation d'énergie			
- Coût de l'énergie consommée	191	238	269
- Dépenses liées aux économies d'énergie encourues dans le cadre du GEEP*			21
- Economies résultant de la réalisation des objectifs environnementaux		5,5	10,5
* Ce chiffre ne tient pas compte des dépenses liées à la réalisation des objectifs environnementaux (comptabilisées à partir de 2008).			
• Incidents environnementaux			
- Amendes			



Le *Prince of Wales's Accounting for Sustainability Project* (Projet Prince de Galles pour l'établissement de Comptes relatifs à la gestion durable) encourage le développement de systèmes d'information permettant aux organisations publiques et privées de mieux évaluer l'impact social et environnemental de leurs activités. HSBC a participé au développement d'une grille de reporting environnemental, qui propose une approche plus claire et plus concise de l'évaluation de l'empreinte environnementale et de son impact financier. Cette grille, qui intègre l'apport de HSBC, est présentée ci-dessous.

Les émissions totales de dioxyde de carbone de HSBC ont augmenté de 10 % en 2007. Cette augmentation s'explique par une plus forte consommation

d'énergie dans le Groupe, résultat de la croissance des activités à Hong Kong et en Inde, et par un reporting plus complet au Moyen-Orient et dans un des Centres de services du Groupe. Toutefois, les émissions de dioxyde de carbone rapportées à l'effectif équivalent temps plein ont augmenté de 4 %* au cours de la même période et la consommation d'énergie est restée stable. Les émissions résultant des déplacements professionnels ont diminué de 9 %, du fait d'un moindre recours aux vols court-courriers et au transport routier.

* Pourcentage calculé en utilisant des chiffres non extrapolés, qui n'incluent pas les certificats d'énergie renouvelable.

Objectifs	Impact sur les consommateurs et les fournisseurs
<p>Emissions de dioxyde de carbone HSBC est parvenu à réduire ses émissions de 27,4 % pour un objectif initial de 5 % pour la période 2005-2007 à périmètre constant. Cet objectif a été atteint grâce à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réduction des émissions de 26 % en France • L'utilisation de sources d'énergie plus sobres en carbone à Hong Kong et au Royaume-Uni • L'achat de certificats d'énergie renouvelable aux Etats-Unis 	<p>Emissions de dioxyde de carbone HSBC a fixé un objectif de réduction des émissions de 6 % pour la période 2008-2011. Cet objectif sera atteint par la mise en œuvre des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'évaluation et le suivi des émissions de dioxyde de carbone • La réduction de la consommation d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique • L'utilisation de sources d'énergie plus sobres en carbone • La poursuite de la politique de limitation des déplacements professionnels
<p>Production de déchets HSBC est parvenu à réduire de 16 % sa production de déchets, pour un objectif de 8 %. Cet objectif a été atteint grâce à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réduction de plus de 20 % en France, aux Etats-Unis et au Canada • La mise en œuvre de programmes de sensibilisation et l'organisation du recyclage au Royaume-Uni, à Hong Kong, en Argentine, en Irlande, en Corée du Sud, en Malaisie et à Taïwan • Le lancement de nouveaux appels d'offres pour le traitement des déchets comprenant des clauses visant à réduire les déchets et à maximiser les possibilités de recyclage 	<p>Production de déchets HSBC a fixé un objectif de réduction des déchets de 10 % pour la période 2008-2011. Cet objectif sera atteint par la mise en œuvre des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le don de fournitures, matériel marketing et informatique surnuméraire à des écoles et à des organisations caritatives • La mise au rebut et le recyclage de l'équipement électrique et électronique dans les bureaux européens en conformité avec la législation européenne • La réduction des déchets à la source et le recyclage au sein du réseau de filiales et succursales • Un investissement de 2,6 millions USD correspondant à 60 initiatives lancées par 24 entités dans le but de réduire la quantité de déchets envoyés en décharge
<p>Consommation d'eau HSBC est parvenu à réduire de 6,8 % sa consommation d'eau pour un objectif de 7 %. Ce résultat s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation de 23 % aux Etats-Unis et au Canada : augmentation du nombre de salariés et installation de capacités de climatisation plus importantes • Une diminution de la consommation de seulement 3 % en France, pour un objectif de 10 % • Une réduction de 4 % au Mexique et au Brésil, et de 12 % en Argentine, en réponse à la sévère sécheresse de 2006 et aux programmes favorisant la prise de conscience des salariés 	<p>Consommation d'eau HSBC a fixé un objectif de réduction de la consommation d'eau de 11 % pour la période 2008-2011. Cet objectif sera atteint par la mise en œuvre des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La conception et la gestion des immeubles en conformité avec des standards externes tels que le "<i>Building Research Establishment Environmental Assessment Method</i>" et le "<i>Green Building Council's Leadership in Energy and Environmental Design</i>" • L'encouragement à participer à des programmes de sensibilisation des collaborateurs dans tout le Groupe HSBC, en lien avec les associations locales de défense de l'environnement
<p>Consommation d'énergie HSBC n'est parvenu à réduire sa consommation d'énergie que de 6 %, contre un objectif de 7 %. Ce résultat s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le Mexique et le Brésil ont enregistré une progression de 2 %, du fait d'une plus forte utilisation de la climatisation • la France et le Royaume-Uni ont dépassé leurs objectifs respectifs de 9 % et de 2 %, grâce à une meilleure efficacité énergétique et au remplacement des équipements de climatisation, de chauffage et de ventilation 	<p>Consommation d'énergie HSBC a fixé un objectif de réduction de la consommation d'énergie de 8 % pour la période 2008-2011. Cet objectif sera atteint par la mise en œuvre des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un investissement de près de 90 millions USD, correspondant à 300 initiatives • La conception de tous les nouveaux centres de traitement informatique du Groupe en conformité avec des standards externes tels que le "<i>Building Research Establishment Environmental Assessment Method</i>" et le "<i>Green Building Council's Leadership in Energy and Environmental Design</i>" • La mise en œuvre d'audits environnementaux dans tous les centres de traitement informatique du Groupe

La gestion durable du risque

La vision de HSBC en matière de risque durable

Lors de l'entrée en relation avec de nouveaux clients, HSBC évalue les risques sociaux et environnementaux potentiels, de la même manière qu'il le fait pour d'autres types de risques, tels que le risque de crédit. HSBC a développé en 2002 une nouvelle norme Groupe, qui rend obligatoire le suivi de ces risques, et a ensuite développé des directives sectorielles de gestion durable, destinées à mieux orienter ses activités.

Politiques

Les Principes Equateur

Les Principes Equateur comprennent un ensemble de directives destinées à aider les institutions financières à évaluer et à prendre en compte les conséquences sociales et environnementales de grands projets tels que la construction d'un aéroport ou d'une centrale électrique. Depuis l'adoption des Principes Equateur par HSBC en 2003, ils sont au cœur de l'activité de financement de projets et de financements à l'exportation, ainsi que de tous les financements dans lesquels les fonds sont directement affectés à un projet spécifique. Avec les directives sectorielles de gestion durable, les Principes Equateur constituent une part essentielle de l'approche de la gestion durable du risque pour HSBC. HSBC, membre du Comité Directeur des Principes Equateur, et président du Groupe de Travail pour la Gouvernance, joue un rôle important dans le développement constant des Principes Equateur. HSBC a participé en 2007 au développement de la structure de direction des Principes Equateur, et travaille aujourd'hui au développement de la politique relative à la gouvernance.

Résumé des politiques sectorielles (cf. p. 24)

Financements de projets étudiés par HSBC selon les directives des Principes Equateur

(en millions USD)	2007		2006		2005	
	Nb.	Valeur	Nb.	Value	Nb.	Valeur
Par type de mandat						
- Prêt	103	8 705	76	5 171	67	4 601
- Conseil*	26	nd	nd	nd	nd	nd
Par catégories						
- Catégorie A	7	1 407	1	80	5	809
- Catégorie B	57	5 184	41	2 708	38	1 917
- Catégorie C	39	2 114	34	2 383	24	1 875
Par type de crédit						
- Crédit commercial uniquement	63	4 516	42	2 921	39	1 995
- Crédit à l'exportation uniquement	32	2 878	29	1 350	21	2 075
- Crédit commercial / Crédit à l'exportation	8	1 311	5	900	7	531
Opérations refusées	4	nd	4	nd	7	nd

*L'application des Principes Equateur a été étendue en 2006 aux mandats de conseil en matière de financement de projet.

Projets de Catégorie A – Risques environnementaux ou sociaux existants et significatifs.

Projets de Catégorie B – Projets présentant des impacts négatifs sociaux ou environnementaux limités, moins nombreux, généralement propres à un site, largement réversibles et faciles à traiter par des mesures d'atténuation.

Projets de Catégorie C – Projets présentant des impacts négatifs sociaux ou environnementaux minimes ou nuls.

Financements par zone géographique 2007

	Nombre	Valeur (en M USD)
Amérique du Nord et du Sud	18	1 294
Asie-Pacifique	23	2 820
Europe, Moyen-Orient et Afrique	62	4 591

Financements par secteur 2007

	Nombre	Valeur (en M USD)
Infrastructures	31	2 471
Métaux et extraction minière	8	847
Pétrole et gaz	17	1 958
Energie	28	2 282
Télécommunications	7	573
Transport	9	553
Autres	3	21

Les Principes classent les projets en trois catégories, selon le niveau de leur impact social et environnemental, de la catégorie A, dont l'impact est élevé et qui suppose l'obtention d'un accord du siège d'HSBC, à la catégorie C, dont l'impact est faible. Pour chaque projet classé en catégorie A ou B, une évaluation des risques sociaux et environnementaux doit être conduite afin de déterminer si le projet est conforme aux standards de bonnes pratiques publiés par l'IFC (*International Finance Corporation*), ainsi qu'à la législation locale. Un projet sera financé par HSBC uniquement si l'impact global du projet est considéré comme acceptable, et si le client apparaît capable de gérer cet impact de manière satisfaisante. La convention de crédit conclue avec le client contient des conditions relatives

à la conformité aux Principes Equateur de la gestion du projet, et pour les projets dont l'impact est plus important, un contrôle de conformité indépendant est exigé pendant toute la durée du financement.

Le tableau en page 22 indique la décomposition des projets examinés selon les directives des Principes Equateur, au cours des trois dernières années. En 2006, 103 financements ont été examinés, soit une hausse de 32 % par rapport à 2006, qui traduit les bons résultats de l'activité sous-jacente. Quatre financements ont été refusés, du fait de leur impact inacceptable en termes de développement durable. Le pourcentage de financements refusés diminue régulièrement grâce aux standards plus élevés mis en œuvre par les clients et à la capacité de nos cadres d'identifier les projets inacceptables plus en amont dans le processus de sélection.

En réponse à la demande d'une plus grande transparence exprimée par les parties prenantes, nous présentons cette année un reporting plus complet de la mise en œuvre des Principes Equateur. Ainsi, le premier tableau indique combien de fois nous avons mis en œuvre les Principes Equateur à l'occasion de mandats de conseil, tandis que le second décompose les financements accordés par zones géographiques et secteurs industriels.

Nous collectons désormais les informations pertinentes qui illustrent la mise en place de notre stratégie de lutte contre le changement climatique et d'encouragement à une mutation vers une économie sobre en carbone. Aussi, nous sommes en mesure d'indiquer que 39 % des projets du secteur énergie approuvés par HSBC en 2007 sont des projets de production d'énergie renouvelable.

Les parties prenantes avec lesquelles nous dialoguons ont également indiqué qu'elles souhaitent pouvoir mieux appréhender la manière dont HSBC met en œuvre les Principes Equateur, bien qu'elles comprennent que les informations financières relatives aux projets soient commercialement

	Industrie chimique	Défense	Energie	Forêt et produits dérivés de la forêt	Infrastructures d'eau douce	Métaux et industrie minière
Activités prohibées	Armes chimiques Polluants organiques persistants (POP) Pesticides et produits chimiques dangereux	Financement des armes	----- Activités implantées sur des sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO -----			Uranium à destination militaire Diamants non certifiés selon les termes du Processus de Kimberley Industrie minière artisanale
			----- Activités implantées sur des zones humides recensées dans la Convention Ramsar -----			
Standards minima à respecter	Convention de Stockholm sur les POP Convention de Rotterdam applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux Liste rouge des pesticides dangereux de l'OMS Protocole de Montréal sur l'appauvrissement de la couche d'ozone		Protocole de Kyoto (si applicable) Système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne	Coupes illégales Commerce illégal de bois ou de produits forestiers	Projet susceptible d'affecter ou de modifier significativement des habitats naturels critiques	Code international de gestion du cyanure ou équivalent (pour les mines d'or) Hygiène et sécurité : prise en compte des statistiques d'accidents mortels du travail et des arrêts de travail Système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne
Activités soumises à restriction		Financement d'équipements autres que les armes pour le secteur de la défense	S'agissant du financement de l'énergie nucléaire, HSBC adopte une approche au cas par cas, en fonction du fait que les propositions respectent bien les standards internationaux tels que proposés par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).	----- Activités implantées à proximité de sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco ----- Activités conduites dans des pays caractérisés par un niveau élevé de coupes illégales, de conflits sociaux et de risques pour la biodiversité (une confirmation indépendante est requise pour tout projet réalisant une amélioration crédible) Plantations reconverties depuis 2004 Production de papier et de pâte à papier à partir de matière première non certifiée par un organisme de certification agréé par HSBC		Résidus rejetés dans la mer ou les cours d'eau Uranium destiné à la production d'électricité Sites de production présentant les risques suivants : 1. Existence de résidus ou de stockage de déchets dangereux 2. Risques sismiques ou d'inondations élevés 3. Absence de plan de remise en état 4. Allégations crédibles de violation des droits de l'homme
Date de la publication	Août 2005	Mai 2000 (mise à jour en mars 2005)	Juin 2006	Mai 2004 (mise à jour janvier 2008)	Mai 2005	Mars 2007

sensibles. En 2006, HSBC a été la première banque à inviter un bureau de certification indépendant à évaluer la conformité aux Principes Equateur de nos opérations de financement et à publier les résultats de cette analyse. Le bureau de certification mandaté a conclu que HSBC appliquait correctement les Principes Equateur et a recommandé la mise en place d'un système informatique de reporting interne, qui a été développé depuis et sera déployé en 2008. Le Toolkit Equateur permettra de s'assurer de la cohérence de la mise en œuvre des Principes, de la réduction des coûts de transaction et de l'informatisation des informations relatives à la gestion de cette activité. L'intervention du bureau de certification a été bien reçue par les parties prenantes et nous avons renouvelé l'opération en 2007. Det Norske Veritas, bureau de certification, a procédé à l'examen de la documentation et de la procédure suivie pour cinq projets de catégorie A, un projet de catégorie B, un projet dont HSBC n'a pas obtenu le mandat, et un projet approuvé en 2006 (afin d'évaluer le suivi des financements existants). La mise en œuvre des Principes Equateur a été considérée satisfaisante ; l'attestation du bureau de certification est en page 34 et peut également être obtenue en ligne à l'adresse suivante :

www.hsbc.com/sus-assurance

Politiques sectorielles

Les Principes Equateur constituent un bon cadre pour la mise en œuvre au niveau de projets d'une politique de gestion durable du risque. Le champ d'activité d'HSBC est toutefois bien plus étendu que les financements de projets évoqués plus haut. Dans le cadre de notre stratégie de développement durable, nous avons développé des politiques spécifiques pour les secteurs qui comportent potentiellement un impact social et environnemental élevé (cf. tableau p. 22-23). Ces politiques sectorielles couvrent tous les types de financements ou de services financiers. Sont définies des activités prohibées que nous ne voulons pas soutenir, et des activités soumises à restriction, que nous ne soutenons que si elles s'engagent à se conformer aux standards élevés définis dans leur secteur, ainsi qu'à d'autres standards minimaux et autres bonnes pratiques. Ces critères sont appliqués sans considération de la valeur des transactions. Toute nouvelle opération d'une valeur supérieure à 15 millions USD qui comporte un risque de gestion durable élevé est soumise à l'approbation du siège. En 2007, le siège a examiné au titre des Principes Equateur et des politiques sectorielles un total de 335 opérations, dont 55 considérées comme comportant un risque élevé : 15 de ces transactions ont été refusées, lorsque la banque a estimé que l'impact de ces projets ne pourrait être géré conformément aux standards exigés par les politiques sectorielles ou les Principes Equateur.

Sous réserve que nos clients ne conduisent pas d'activités prohibées, notre contribution au développement durable est encore plus importante lorsque nous soutenons des clients qui ne satisfont pas encore l'ensemble de nos standards, mais qui travaillent à réduire l'impact social et environnemental de leurs activités. Cet engagement positif est partie intégrante de notre stratégie ; toutefois, si des progrès réguliers et significatifs ne sont pas réalisés, nous mettrons fin à la relation avec les clients concernés.

Nous avons publié notre Mining and Metals Sector Risk Policy (*Politique de Gestion Durable du Risque pour le secteur des Métaux et de l'Industrie Minière*), qui constitue la cinquième d'une série qui traite de l'énergie, de l'industrie chimique, des infrastructures d'eau douce, de la forêt et des produits du secteur forestier. La politique relative à la forêt et aux produits du secteur forestier a récemment été renforcée ; elle est décrite de manière plus détaillée en page 25. De plus, notre politique relative au financement des équipements militaires, appliquée depuis l'année 2000, exclut le financement des armes.

Nous procédons régulièrement à l'examen de nos politiques sectorielles, afin de nous assurer qu'elles sont toujours pertinentes et actualisées. En 2007, nous avons remis à jour notre Functional Instruction Manual (*Manuel de Procédures Fonctionnelles*), un système d'information en ligne détaillant notre politique de risque.

Pour plus d'informations, cf. :

www.hsbc.com/sus-pol

Procédures

Gestion durable du risque

Pour nous assurer d'une mise en œuvre cohérente de notre politique de gestion durable du risque, nous mettons en place un système de notation de la gestion durable du risque (*Sustainability Risk Rating* ou SRR), pour les cinq secteurs pour lesquels des politiques sectorielles ont été définies, et, le cas échéant, pour d'autres opérations sensibles. La notation SRR, évalue le niveau de risque potentiel que les activités ou le projet d'un client comportent pour l'environnement ou les communautés locales concernées. La notation SRR évalue le degré de conformité du client à nos standards ou politiques, ou à défaut, aux standards de bonnes pratiques existants.

En 2008, le système de notation SRR a été progressivement intégré dans nos principaux systèmes d'autorisation des crédits. Il apportera une plus grande cohérence à nos procédures d'analyse et d'autorisation et permettra de disposer de plus d'informations sur notre exposition à la gestion durable du risque, que nous publierons dans la prochaine édition de notre Sustainability Report (*Rapport Développement Durable*).

Les hommes et les femmes

Directeurs des risques durables

Nous considérons que la gestion durable du risque doit être intégrée au niveau des différentes activités, plutôt que conduite à partir du siège social. Aussi, nous avons mis en place un réseau de 31 Directeurs en charge de l'évaluation des risques durables, qui donnent des directives et des autorisations à tous nos bureaux partout dans le monde. Ces Directeurs sont implantés au sein des directions risque au niveau national et régional et font partie intégrante de la procédure d'autorisation des crédits.

Formation

En 2007, un nouveau programme de formation, intitulé "*Managing Risk for Growth*" ("Gérer les risques pour se développer") était lancé. Développé par le siège, il comporte une partie consacrée au développement durable et à l'application des politiques sectorielles de HSBC. Cette formation a été délivrée aux salariés du Groupe au Royaume-Uni, au Mexique, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient et à Hong Kong. Les Directeurs des risques durables ont déployé les contenus de cette formation au sein de leurs équipes localement, ainsi que des modules consacrés à l'industrie minière et à la forêt dans les implantations locales.

Nous organisons régulièrement des séminaires et conférences en ligne pour assurer l'information de nos Directeurs des risques durables. Une formation à l'utilisation du Toolkit Equateur sera délivrée à plus de 200 personnes travaillant dans les équipes financements de projets, en même temps qu'une formation réactualisée aux Principes Equateur.

Secteur forestier

Contexte

Les forêts couvrent 30 % de la surface du globe. Le secteur de la forêt et des produits dérivés de la forêt (ou “ secteur forestier ”) englobe une série d’activités commerciales, qui débute avec l’exploitation forestière où les arbres grandissent et sont abattus, pour suivre une chaîne logistique longue et variée. L’industrie forestière est, avec l’agriculture, responsable de 20 % des émissions de gaz à effet de serre à l’échelle mondiale.

Selon l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture, trois pour cent des terres forestières mondiales ont disparu entre 1990 et 2005. Certains pays ont connu une telle dégradation de leurs exportations de bois que l’avenir de ce secteur chez eux est menacé. L’inquiétude de certaines parties prenantes face à la déforestation et autres impacts environnementaux les a conduits à demander une certification indépendante attestant que les produits proviennent de sources durables.

Le secteur forestier illustre le défi que représente le maintien d’un équilibre entre l’utilisation des ressources naturelles pour supporter le développement économique, et ses impacts sociaux et environnementaux. Cet équilibre peut être atteint par une approche à long terme, durable, réunissant toutes les parties prenantes.

L’implication de HSBC dans le secteur forestier

Malgré sa faible contribution à l’ensemble de nos activités, nous considérons que le secteur forestier est un élément important de notre stratégie de développement durable en raison de ses impacts sociaux et environnementaux potentiellement élevés. Nos relations clients sur le long terme couvrent une large gamme d’activités commerciales, de lignes de clientèle et de pays, et nous reconnaissons que leurs activités sont génératrices de croissance et de création d’emplois. L’obtention d’un bon équilibre dans ce secteur implique la contribution d’organisations extérieures et un engagement assidu des parties prenantes, à savoir clients, organisations non gouvernementales, et indirectement communautés locales.

Notre politique

HSBC a lancé en 2004 sa première politique dédiée au secteur de la forêt qui définissait le cadre de notre engagement. En 2008, nous avons actualisé et renforcé la mise en œuvre de cette politique qui couvre toujours l’exploitation du bois et le sciage, mais qui inclue désormais la conversion des forêts, l’huile de palme, le soja et les biocarburants. Nous ne soutiendrons pas les entreprises qui achètent, commercialisent ou traitent du bois provenant de sources qui soutiennent directement ou indirectement :

1. l’exploitation forestière illégale et la commercialisation du bois et des produits forestiers qui en découlent ;
2. des activités sur les sites inscrits au Patrimoine mondial de l’Unesco ;
3. des activités dans les zones humides recensées dans la convention de Ramsar (*Ramsar Convention on Wetlands*).

Cette politique définit des régions à fort impact environnemental – par exemple lieux d’exploitation forestière illégale, hauts niveaux de biodiversité ou conflit social – dans lesquelles la mise en œuvre de notre politique doit être accélérée. Nous voulons nous appuyer sur des initiatives reconnues comme de bonnes pratiques, avec la contribution de spécialistes du secteur pour promouvoir le développement économique.

Cette politique actualisée confirme notre soutien aux clients dont les activités dans le secteur forestier bénéficient d’une certification indépendante quant à leur légalité et leur conformité aux impératifs du développement durable, sur la base de projets agréés qui répondent à des normes globalement cohérentes avec les principes et critères définis par le Conseil de Bonne Gestion Forestière. La politique forestière stipule que cette certification doit à la fois vérifier la légalité et la conformité aux impératifs du développement durable, et garantir que la Conservation des Forêts de Grande Valeur (HCVF) et les droits sociaux sont pris en compte. La politique de HSBC consiste à offrir sa collaboration et son soutien aux clients déjà certifiés ou en bonne voie pour obtenir cette certification.

Commentaires du Forum for the Future

Au cours de l’année 2007, le “ *Forum for the Future* ” a travaillé avec HSBC et d’autres – parmi eux le Ministère britannique du Développement international, la Société Financière Internationale, le London Bridge Capital et Enviromarket – sur une initiative spécifique visant à encourager l’investissement dans l’exploitation forestière durable.

HSBC a joué un rôle actif au sein du groupe directeur de ce projet, et a consacré du temps de travail au développement de ce concept pour en faire un projet commercialisable. La politique forestière existante de HSBC et ses résultats en matière de développement durable ont fait du Groupe un partenaire de choix pour les institutions impliquées. Le succès de ce projet “ *forest-backed bonds* ” ou “ *eco-securisation* ” dépendra de la capacité de ce concept à monter en puissance pour mobiliser l’investissement massif nécessaire à la protection des forêts, tout en garantissant le respect des droits des communautés locales.

Dans sa politique forestière, HSBC a reconnu un défi international crucial, a développé une politique transparente pour orienter son investissement dans ce secteur, et a exploré de nouveaux moyens de déploiement des marchés des capitaux pour relever ce défi. Un modèle que le Forum soutient ardemment.

Mais l’histoire ne s’arrête pas là. Si HSBC doit devenir une authentique “ banque durable ”, elle doit formuler une vision

montrant comment chacun des éléments de sa large gamme d’activités intègre le fait qu’une société internationale fonctionne à l’intérieur de limites environnementales naturelles. HSBC doit mettre en place une stratégie répondant à cet objectif, avec des indicateurs pour suivre ses progrès dans le temps.

HSBC devra donc non seulement concentrer ses efforts en interne, mais également s’engager plus avant avec les principales parties prenantes pour réaliser ce changement. Il lui faudra en particulier occuper la première place pour donner un avis informé dans les discussions de politique publique, révéler les incohérences dans les cadres politiques en vigueur, et faire des recommandations. Avec si nécessaire la collaboration des autres.

Alice Chapple, *Director of Sustainable Financial Markets, Forum for the Future*

Organisation caritative de développement durable, le Forum for the Future travaille en partenariat avec les plus grandes entreprises du secteur privé et du secteur public pour concrétiser sa “ vision des entreprises et des communautés qui s’efforcent de préparer un futur environnementalement durable et socialement juste ”. Le Forum for the Future n’a reçu aucun fonds de HSBC en 2007.

Pour plus d’informations, consultez le site :

www.forumforthefuture.org.uk

Nous admettons qu'il faut du temps pour obtenir une certification, et nos clients procèdent en général par étapes. Ils peuvent choisir de réunir tout d'abord les preuves de la légalité, puis les preuves de la conformité aux impératifs du développement durable ou, dans le cas de grandes entreprises, commencer par la certification de certaines branches d'activité avant de l'étendre aux autres. Lorsque nous avons lancé notre politique en 2004 nous estimions qu'une période de cinq ans suffirait à nos clients pour obtenir ou prouver qu'ils pouvaient obtenir une certification, et que nous continuerions à les soutenir tant qu'ils seraient en bonne voie vers cette certification. Cette approche peut être controversée, mais nous pensons que tant que des progrès sont réalisés, elle représente une façon responsable de soutenir une exploitation forestière conforme aux impératifs du développement durable.

Nous utilisons une matrice de conformité client similaire à celle utilisée pour l'évaluation de la gestion durable du risque (voir page 24) pour classer les clients comme " conforme, " presque conforme " ou " non conforme " à cette politique. Un client est considéré comme conforme à notre politique si un minimum de 70 % de son activité (en étendue ou en volume) est certifiée par un projet qui répond à nos normes en matière de développement durable, et s'il est prouvé que le reste est légal.

Le renforcement de notre politique et sa mise en œuvre en 2008 ont été décidés après dialogue avec les parties prenantes à la fois en interne et à l'extérieur. Nous avons tenu des réunions avec de nombreux clients et des associations de l'industrie : quatre organisations non gouvernementales (ONG) environnementales, deux ONG sociales, et deux consultants techniques pour discuter de la politique et de sa mise en œuvre.

Evaluation des résultats

Depuis l'introduction de notre politique dédiée au secteur forestier en 2004, nombre de nos clients ont fait des progrès importants vers la certification. D'autres ont légèrement progressé, et nous nous sommes séparés de ceux qui fonctionnaient hors du cadre de notre politique.

Estimant qu'il faut cinq ans pour obtenir la certification, nous entreprenons en 2008 une revue des progrès réalisés par nos clients pour être conformes à notre politique. Elle concerne initialement nos implantations dans des pays où l'exploitation forestière illégale, la biodiversité ou les conflits sociaux dominant, mais s'étendra en temps utiles à toutes nos implantations et à tous nos clients.

Nous continuerons à soutenir les clients qui respectent notre politique ou qui progressent vers la certification. En cas de doute sur le respect de cette politique par un client, nous faisons appel à l'avis d'un expert indépendant pour confirmer notre évaluation. Si un client n'est ni respectueux de notre politique, ni en voie d'obtenir une certification, nous mettons fin à cette relation conformément à notre engagement de 2004 à obtenir une certification de nos clients dans un délai de cinq ans.

Mettre fin à notre relation avec un client n'est pas une décision facile, qui n'est prise que si aucune autre solution possible n'a été trouvée. Certaines de nos relations client sont des relations de longue date, qui peuvent impliquer des prêts à long terme, de sorte que la séparation peut prendre un certain temps.

Huile de palme et plantations

L'huile de palme est une des huiles végétales les plus largement utilisées, importante dans l'industrie culinaire, dans la production de savon et dans la fabrication de biocarburants. L'huile de palme peut être associée à une diversité d'impacts liés au développement durable, comme la conversion des forêts tropicales pour la plantation de palmiers à huile, qui a des effets néfastes sur la biodiversité et les communautés locales, ou encore l'utilisation massive de ressources raréfiées en eau, et pollution par les huileries. Ces impacts peuvent être minimisés par une planification rigoureuse et une bonne gestion.

Notre politique forestière actualisée contient des directives spécifiques pour l'huile de palme. Nous ne financerons pas les plantations de bois, palmiers à huile, soja ou caoutchoutiers issues de la conversion de forêts naturelles ou entrant dans le cadre de la Conservation des Forêts de Grande Valeur. Nous encourageons tous les clients impliqués dans la plantation et la production de palmiers à huile à nous rejoindre, et à obtenir leur certification par la Table ronde sur la production durable d'huile de palme.

HSBC exige que le financement spécifique d'une huilerie de palme réponde à la fois aux exigences des Principes Equateur et à celles de la directive de la Société Financière Internationale relative au traitement des huiles végétales. HSBC stipule que les plantations ne doivent pas se faire sur des terres libérées en brûlant des forêts ou plantations existantes.

Biocarburants

Les biocarburants suscitent un intérêt croissant en raison de deux facteurs. Premièrement, les biocarburants peuvent contribuer à la réduction des émissions de dioxyde de carbone car – contrairement aux carburants fossiles et au pétrole – la production de dioxyde de carbone lorsqu'on brûle les biocarburants peut être compensée par l'absorption de dioxyde de carbone par la plante pendant sa croissance. Deuxièmement, l'augmentation du prix de l'énergie et l'existence d'incitations soutenues par les gouvernements ont fait croître la viabilité commerciale des biocarburants.

Notre politique forestière recommande une approche prudente du financement de toute activité dans le secteur des biocarburants en raison des impacts potentiels sur le développement durable ; par exemple, l'augmentation de la culture de plantes énergétiques pourrait aboutir à la conversion de forêts de grande valeur et à des impacts plus étendus sur la biodiversité et les communautés. Les biocarburants de première génération (par exemple biocarburants à base de céréales) ont pour autre inconvénient qu'ils peuvent avoir un impact relativement important en termes d'émission de carbone. La demande croissante de céréales telles que le maïs ou le blé a contribué à l'augmentation du prix des produits alimentaires dans de nombreux pays, et est de plus en plus controversée. L'utilisation de technologies de deuxième génération pour les biocarburants – par exemple utilisant des cultures non alimentaires ou la biomasse – peut réduire l'impact négatif sur le prix des produits alimentaires, mais elle risque de ne pas encore être commercialement viables.

Nous rédigeons actuellement un document stratégique sur les biocarburants qui sortira en 2008.

Les collaborateurs

HSBC est attaché au développement des collaborateurs motivés et performants, qui nous permettent de tirer profit de notre taille, de coordonner nos activités, et de maximiser le retour sur investissement dans le domaine des ressources humaines. Dans le cadre de notre nouvelle stratégie des ressources humaines, nous donnons la priorité à un programme qui permettra à HSBC de développer une culture durable, méritocratique, orientée vers les performances, progressiste, mondiale, et fondée sur l'intégrité. HSBC continuera à s'engager auprès de ses salariés, à développer les qualités de ses dirigeants, à perfectionner les aptitudes de son personnel et à améliorer en permanence la façon dont nous gérons nos collaborateurs et dont nous récompensons leurs performances.

Engagement salarié

HSBC a effectué régulièrement des enquêtes auprès de ses salariés sur une base régionale ou ciblée. En 2007, nous avons mis au premier plan l'importance de l'évaluation de l'engagement salarié dans notre ordre du jour, et introduit la première GPS – *Global People Survey* (enquête mondiale sur l'engagement salarié) concernant tous les salariés permanents du Groupe. Environ 88 % de nos salariés, soit 290 000 personnes, nous ont fait part de leurs suggestions pour nous aider à devenir “ *the best place to work* ” (le meilleur employeur).

Le GPS permet au Groupe de :

- mesurer le niveau d'engagement des salariés de façon homogène pour les différents pays et secteurs d'activité ;
- comprendre quelles actions sont nécessaires pour améliorer les performances de l'entreprise grâce à l'engagement des salariés ;
- comparer HSBC tant en interne que vis-à-vis de l'extérieur ;
- mesurer et récompenser les performances des cadres supérieurs au regard du niveau d'engagement.

Nous avons identifié 13 indicateurs qui nous aident à comprendre comment le salarié perçoit ce qu'est un excellent niveau de performance et comment il y contribue. Il s'agit par exemple du Leadership, de la Vision stratégique, de la Gestion des Performances et de la Responsabilité d'Entreprise. Nos salariés ont placé HSBC au-dessus de la moyenne mondiale pour tous les indicateurs. Les indicateurs pour lesquels le Groupe a été jugé le plus performant, conforme à la norme externe “ *best in class* ”, sont la Réputation et la Responsabilité d'Entreprise. Nos salariés sont très satisfaits des actions menées par HSBC pour être une entreprise citoyenne responsable et sont fiers de travailler pour une organisation caractérisée par des normes éthiques de haut niveau, une bonne réputation pour la qualité de ses produits et de ses services, et une image externe de bonne gestion. En outre, les résultats ont montré que les salariés ayant déclaré avoir participé l'année dernière à une activité en faveur des communautés étaient plus engagés (voir page 29 pour plus de précisions).

Le score global du Groupe en matière d'engagement salarié s'est établi à 60 %, ce qui représente le score moyen pour quatre des critères de mesure, Implication, Satisfaction, Fierté et Prise de position en faveur de l'entreprise. Ce qui confirme les évaluations comparatives avec l'extérieur et nous offre une base solide sur laquelle construire.

Les résultats de l'enquête ont été partagés avec tous les salariés. Les cadres de tous niveaux sont chargés de planifier des actions stimulant l'engagement, et des objectifs spécifiques ont été fixés aux cadres supérieurs, liés à la gestion et la rémunération de leurs performances. Notre objectif est de devenir l'un des meilleurs employeurs pour nos salariés dans le monde entier.

Formation et Développement

Le succès de la mise en œuvre de notre stratégie de gestion du personnel offrira à nos salariés de meilleures opportunités pour réaliser leur potentiel. La composante talent de notre stratégie s'attache au perfectionnement de l'aptitude de nos dirigeants à constituer notre futur réseau de cadres,

du nouvel entrant au cadre supérieur. L'accent est plus particulièrement mis sur le renforcement de l'état d'esprit international de nos cadres pour que notre entreprise poursuive sa croissance.

En 2007, nous avons dispensé 43 heures d'enseignement et de développement à chaque salarié. La formation en ligne a augmenté de 27 %, offrant à nos salariés davantage de flexibilité pour planifier leur propre développement. Nous prévoyons pour les deux prochaines années d'étendre encore le recours à la formation en ligne à l'échelle du Groupe, en particulier par notre réseau international de formation, qui renforce l'efficacité de la formation par Internet (*e-learning*) et favorise le partage des idées, connaissances et bonnes pratiques dans le monde entier.

La formation joue un rôle déterminant dans le changement d'attitude des salariés et des clients, et contribue à intégrer le développement durable dans notre façon de travailler. La formation au développement durable est partie intégrante d'un grand nombre des programmes de formation HSBC au leadership et à la gestion des risques spécifiques, du Forum Stratégique du Président à notre programme de base de Développement des Nouveaux Entrants. Une des priorités pour l'avenir sera de faire en sorte que des connaissances appropriées sur le développement durable soient intégrées dans tous les cursus de formation régionaux et ciblés. Un récapitulatif de la formation au développement durable dispensée en 2007 dans le cadre du GPS destiné aux salariés à fort potentiel figure ci-après.

Le Programme de Développement Prochaine Génération (*Next Generation Development Programme*) est destiné aux “ talents émergents ” et se situe entre un programme nouveaux entrants et un vivier de talents professionnels. La phase 1 de ce programme utilise le développement durable comme moteur de la formation au développement du leadership. Les participants interviennent en tant que consultants et directeurs de projet auprès des ONG pour les situer dans de véritables scénarios de leadership. Les projets vont du développement d'un plan marketing pour une forêt équatoriale et un parc naturel à l'élaboration d'un plan d'activités pour améliorer la distribution du produit et la rentabilité d'une exploitation sucrière durable.

Le programme vise à susciter chez les participants une plus grande prise de conscience et une meilleure compréhension du concept de développement durable, et de l'impact des décisions des grandes entreprises sur une diversité de parties prenantes. Les clients, les organisations gouvernementales, les ONG et autres parties prenantes de HSBC ont participé à un panel qui leur a permis d'échanger des points de vue sur l'importance du développement durable.

Nous avons lancé en 2007 un nouveau programme de formation “ *Managing Risk for Growth* ” qui s'attache à la gestion durable du risque et la mise en œuvre des politiques sectorielles de HSBC (voir page 24). Ce programme a été dispensé aux 31 Directeurs de la Gestion du Risque Durable du réseau HSBC au Royaume-Uni, au Mexique, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient et à Hong Kong (voir page 24). Ils ont ensuite à leur tour dispensé le programme à plus de 200 Directeurs du Risque et Directeurs des Relations Publiques.

Dans le cadre du programme *HSBC Climate Partnership*, une formation en ligne sur le changement climatique sera proposée à plus de 100 000 salariés dans le monde entier au cours des cinq prochaines années, et plus de 20 000 autres salariés pourront se porter volontaires pour participer à des projets environnementaux locaux pour promouvoir la lutte contre le changement climatique dans 20 villes du monde entier. Plus de 2 000 d'entre eux travailleront avec nos partenaires scientifiques sur un projet de deux semaines pour collecter des informations sur le changement climatique dans les forêts, dans quatre centres climatiques du monde. A leur retour, ces salariés seront des “ *Climate Champions* ”, et partageront avec leurs collègues des connaissances et une expérience précieuses pour faire de notre entreprise un lieu de travail davantage orienté vers le développement durable.

Les collaborateurs (suite)

Un des points forts de HSBC est sa capacité à profiter de son réseau international tout en respectant les cultures locales. Par exemple, les formations sont proposées aux salariés dans leur langue maternelle, et ils sont encouragés à apprendre d'autres langues pour leur développement personnel et professionnel.

Programmes stratégiques du Groupe	Nombre de participants formés au développement durable en 2007
Chairman's Strategic Forum	80
Senior Management Induction Programme	80
Integrated People Management	170
Group Graduate Development Programme	520
Next Generation Development Programme	80
Senior Risk Management Workshop	75
Managing Risk for Growth Workshop	240
Asset and Liability Management Programme	60
Structured Analysis Programme and Advanced Analysis Programme	285
Total	1 620

Diversité et égalité des chances

HSBC continue à créer un environnement de travail orienté vers la diversité et l'intégration, qui reflète sa base de clientèle, son personnel international et les communautés dans lesquelles nous sommes présents.

Nous avons mis en place à l'échelle du Groupe une stratégie qui vise à améliorer dans l'ensemble de l'organisation la diversité et l'intégration, moteurs de la performance économique et de la création de notre image d'employeur. En priorité, et dans la ligne des évolutions démographiques mondiales, HSBC s'attache à la diversité en termes de sexe, d'origine ethnique et d'âge pour assurer la durabilité à long terme de l'organisation. L'accent est mis tout particulièrement sur la diversité sexuelle et ethnique aux postes de cadre supérieur. Les initiatives et politiques de diversité sont mises en place au niveau de chaque pays, pour prendre en compte les législations locales et nationales.

Les salariés ont accès à des groupes de mise en réseau et à des programmes de mentorat qui favorisent une discussion ouverte sur les problèmes relevant du lieu de travail, y compris ceux qui concernent les salariés des minorités ethniques.

Santé et sécurité

Nous avons acheté un traitement au Tamiflu, un médicament antiviral, pour tous les salariés du Groupe en prévision du risque de pandémie de grippe, sauf pour les pays dans lesquels la législation en interdit la distribution. A cet égard, la France, Monaco, l'Allemagne, le Luxembourg, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Chine ne sont pas couverts. Les gouvernements européens assumeront la responsabilité pour tous leurs citoyens et n'autoriseront pas notre plan. Au Canada et en Nouvelle-Zélande, l'achat du médicament ne sera autorisé que si une pandémie se déclare. En Chine, l'obtention de l'autorisation est en cours. Le médicament expire en 2010.

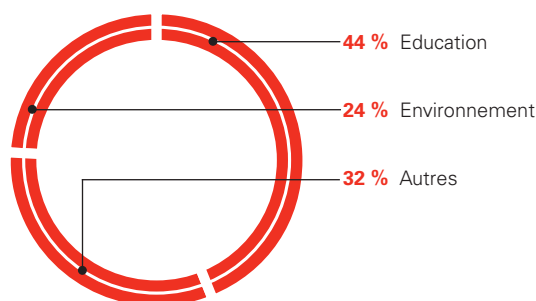
HSBC a reconnu la nécessité de s'attaquer au problème que pose le Sida/HIV sur le lieu de travail. En étroite collaboration avec la *Global Coalition on HIV/AIDS*, HSBC a lancé en 2007 une politique Sida/HIV. Cette politique définit des normes minimales que l'ensemble de nos implantations dans le monde doivent mettre en place en matière de Sida/HIV. Les principes clés sont la non-discrimination et la confidentialité, le dépistage volontaire, l'implication dans la prévention, l'éducation et la sensibilisation, le traitement et le soutien. Parallèlement au lancement de la politique du Groupe, un module de formation en ligne et un site intranet dédié ont été élaborés pour informer sur toutes les questions importantes se rapportant au Sida/HIV.

L'investissement auprès des communautés

Soutenir les communautés par des dons financiers directs et par l'implication de nos salariés est à nos yeux un élément important de notre stratégie de développement durable. Depuis un certain nombre d'années, nous nous attachons à soutenir deux domaines, l'éducation et l'environnement, que nous considérons comme déterminants en matière de développement durable, et auxquels nous comptons consacrer 75 % de nos investissements en faveur des communautés.

Il ne s'agit pas seulement de soutenir la durabilité des communautés et des écosystèmes. L'implication de nos collaborateurs soutient notre stratégie d'engagement salarié, et en travaillant avec des partenaires spécialisés appartenant au secteur éducatifs et à but non lucratif, HSBC bénéficie d'une meilleure information en matière de développement durable. En retour, l'expérience de HSBC peut être un apport direct pour ses partenaires.

Répartition des dons en numéraire 2007



En 2007, nous avons investi 117,5 millions de dollars pour soutenir les communautés dans le monde entier. L'éducation est restée le principal domaine concerné par nos investissements, avec 44 % du total des dons en numéraire. Les projets environnementaux ont reçu 24 %, tandis que 32 % ont été affectés à des projets n'entrant pas dans ces catégories.

Nous encourageons également nos salariés à s'engager dans ces programmes pour renforcer nos liens avec les communautés locales. Les résultats de notre HSBC Global People Survey 2007 font apparaître un lien évident entre l'implication auprès des communautés et l'engagement salarié. Les employés qui se sont impliqués l'année dernière dans les projets en faveur des communautés se sont montrés plus engagés vis-à-vis de HSBC que ceux qui ne l'ont pas fait, comme le montre le tableau ci-dessous (voir page 27 pour des informations plus détaillées sur GPS – *Global People Survey* – enquête mondiale sur l'engagement salarié).

Engagement salarié 2007	Réponse positive aux affirmations :	
	“ Je suis fier de travailler pour HSBC ”	“ Je recommanderais HSBC comme un des meilleurs employeurs ”
Salariés ayant participé au cours des 12 derniers mois à des activités en faveur des communautés organisées par HSBC	78 %	67 %
Salariés n'ayant pas participé à ces activités	68 %	57 %
Différence	+ 10 %	+ 10 %

Par ailleurs, nombre de nos salariés s'engagent auprès des communautés dans lesquelles ils vivent, indépendamment des programmes HSBC. Quand c'est possible, nous nous efforçons d'abonder le montant des dons et des fonds collectés par les salariés pour ces programmes. En 2007, HSBC a ainsi abondé ces dons pour un montant de 13,3 millions USD.

Nous octroyons également du temps libre à nos salariés afin qu'ils puissent effectuer du bénévolat et proposons des programmes de dons qui viennent en déduction des salaires.

Principaux partenariats pour l'éducation

Future First

Un total de 80 projets impliquant 29 pays, destinés à aider quelque 37 000 enfants, ont été approuvés et mis en œuvre en 2007 dans le cadre du programme *Future First*. Lancé en 2006, le programme *Future First* de 10 millions USD assure un enseignement et l'acquisition de compétences professionnelles aux enfants des rues, aux enfants en grande précarité et aux orphelins. Ce projet de cinq ans est le fruit d'une collaboration entre HSBC Global Education Trust et SOS Villages d'enfants.

Prix et bourses

HSBC octroie chaque année plus de 6 000 prix et bourses à l'échelle mondiale. En font partie les 27 bourses HSBC Chevening attribuées à des jeunes du monde entier pour suivre des études supérieures dans des universités britanniques, en collaboration avec le *Foreign and Commonwealth Office*, le soutien à un certain nombre de personnes talentueuses dans des écoles et universités indépendantes, qui n'auraient pas été en mesure de poursuivre ces études, et le financement chaque année de 85 professeurs de chinois par l'intermédiaire du *British Council* pour enseigner le mandarin dans des écoles du Royaume-Uni.

Formation financière

Le programme de formation financière HSBC a été créé en 2005 par HSBC et *Students in Free Enterprise* (SIFE). Ce programme est en place dans plus de 20 pays pour améliorer le niveau de formation financière et les compétences des entrepreneurs. SIFE estime que depuis le démarrage du programme, 17 000 de ses étudiants de quelque 670 universités et écoles ont été impliqués dans plus de 1 450 projets de formation financière, qui ont concerné 415 000 personnes.

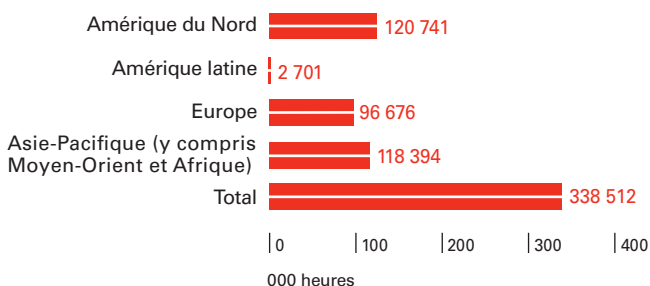
Arts et éducation

Le Trust Global Education de HSBC soutient un projet artistique mondial “ *Rivers of the World* ”, qui propose à des élèves de l'enseignement secondaire d'étudier la rivière qui traverse leur ville. Ensuite, avec l'aide d'artistes locaux et en collaboration avec leurs camarades d'autres pays, ils créent des œuvres d'art qui sont exposées et vues par un public de plusieurs millions de personnes. En 2007, les participants étaient des élèves des villes de Londres (Tamise), Chongqing (Yangtze), Le Caire (Nil), Kolkata (Gange) et Le Cap (Liesbeck). En 2008, ils seront rejoints par des élèves du Mexique et du Brésil.

L'investissement auprès des communautés (suite)

Nous utilisons, pour calculer notre contribution aux communautés, le modèle du *London Benchmarking Group* qui offre un outil normalisé de gestion et d'évaluation de l'investissement d'une entreprise auprès des communautés. Y sont inclus les coûts d'administration et de coordination engendrés par la gestion de nos programmes d'aide aux communautés. En 2007, plus de 88 000 salariés ont participé à ces projets, contribuant pour un total de 338 512 heures en temps de travail pour la société. En termes financiers, cette contribution représente 9,5 millions USD de plus en faveur des communautés.

Bénévolat sur le temps de travail en 2007



Répartition des contributions HSBC	(en millions USD)
Dons en numéraire	100,9
Heures prises sur le temps de travail des salariés	9,5
Coûts de gestion	7,1
Investissement total auprès des communautés	117,5

Education

Notre objectif à long terme est d'offrir des opportunités aux enfants en les aidant à améliorer leur niveau scolaire et à améliorer leurs compétences professionnelles par un enseignement formel et informel.

Environnement

Notre objectif est de compléter nos initiatives de gestion durable de l'environnement en aidant d'autres organisations et particuliers à jouer leur rôle sur les réponses au changement climatique. Nous agissons en partenariat avec un certain nombre d'organisations environnementales, en les aidant à atteindre leurs objectifs, et en tirant parti de leur compétence pour atteindre les nôtres.

Nous avons lancé en 2007 le programme *HSBC Climate Partnership*, un engagement de 100 millions USD destiné à quatre grandes organisations non gouvernementales : The Climate Group, Earthwatch Institute, Smithsonian Tropical Research Institute et WWF. Leurs travaux couvrent essentiellement les rivières, les villes, la protection de la forêt et l'engagement à l'échelle mondiale, et en particulier des salariés de HSBC, dans une série de projets de préservation et de recherche. Plus de 6 700 de nos collaborateurs dans 71 pays se sont déjà engagés à participer.

Pour plus d'informations sur nos investissements auprès des communautés, consultez le site :

www.hsbc.com/sustainability

Partenariat Climat HSBC

Objectifs environnementaux

- Gestion de 4,2 millions d'hectares d'habitat pour les adapter aux impacts du changement climatique.
- Inversion ou interruption de la disparition de 54 espèces.
- Amélioration de la compréhension scientifique des problèmes pour 140 000 personnes grâce à la publication des résultats des recherches.

Objectifs sociaux

- Accès à une eau potable pour 42 millions de personnes.
- Amélioration des conditions de vie de 50 000 personnes grâce à une meilleure gestion de l'environnement.
- Amélioration de la protection contre les inondations pour 1,3 million de personnes.

- Réduction du risque de sécheresse pour 9,1 millions de personnes.
- Alimentation en eau plus fiable pour 17 millions de personnes.
- Expression d'une plus grande prise de conscience du changement climatique par 110 000 salariés de HSBC.

Objectifs de gouvernance

- Mise en œuvre de solutions pour la réduction des émissions de carbone par 48 entreprises.
- Mise en œuvre d'une stratégie de maîtrise des effets du changement climatique par 14 municipalités.
- Adoption dans le monde entier de 21 nouvelles politiques liées au changement climatique.

Données clés

	Unités	2007	2006	2005	2004
Nombre de pays et territoires où HSBC est présent		83	82	76	77
Effectif total, temps partiels inclus (en fin d'exercice)		330 000	312 000	284 000	253 000
Nombre de collaborateurs (en fin d'exercice)		321 711	300 920	268 471	243 333
Nombre de clients		128 millions	125 millions	125 millions	110 millions

Benchmarks

Dow Jones Sustainability Index (depuis 2001)		membre	membre	membre	membre
FTSE4Good (depuis 2001)		membre	membre	membre	membre
Accountability Rating of the Fortune Global 50		4 ^e	7 ^e	4 ^e	45 ^e
Enquête Interbrand Top 100 brands (en valeur)		23 ^e (13,6 Mds USD)	28 ^e (11,6 Mds USD)	29 ^e (10,4 Mds USD)	33 ^e (8,7 Mds USD)
Enquête <i>Top 500 bank brands</i> The Banker		1 ^{er}	n.d.	2 ^e	n.d.

Données économiques

Revenus perçus des ventes de produits et de services	Mds USD	143,5	114,4	92,8	75,3
Résultat avant impôt	M USD	24 212	22 086	20 966	18 943
– Hong Kong RAS	M USD	7 339	5 182	4 517	4 830
– Royaume-Uni	M USD	5 792	4 791	4 280	4 231
– Chine	M USD	2 361	708	334	32
– France	M USD	1 033	870	833	669
– Canada	M USD	983	896	855	530
– Mexique	M USD	980	1 009	923	774
– Brésil	M USD	879	526	406	281
– Emirats arabes unis	M USD	617	425	342	177
– Singapour	M USD	550	365	289	272
– Inde	M USD	529	393	212	178
Autres	M USD	3 149	3 064	2 850	2 268
Dividendes	M USD	10 241	8 769	7 750	6 932
Performance globale de l'action par rapport à l'indice sur 1 an					
– HSBC		95,6		111,3	105
– benchmark		107,4		120,8	110
Impôts et taxes	Mds USD	5,3	6,4	6,2	5,7
Distribution aux actionnaires et intérêts minoritaires	Mds USD	10,2	9,9	8,5	8,3
Rémunération du personnel	Mds USD	19,7	17,3	15,1	13,6
Frais généraux et administratifs	Mds USD	14,9	12,7	11,1	9,7

Données sociales

Effectif					
Par type d'emploi					
– Temps plein	%	94,3	93,9	93,0	-
– Temps partiel	%	5,7	6,1	7,0	-
		100,0	100,0	100,0	
Par contrat					
– A durée indéterminée	%	98,8	99,0	99,2	-
– A durée déterminée	%	1,2	1,0	0,8	-
		100	100,0	100,0	
Par région					
– Europe	%	26,8	23,9	25,4	-
– Asie-Pacifique	%	33,7	32,2	29,5	-
– Amérique du Nord	%	15,8	20,2	21,6	-
– Amérique latine	%	20,1	20,5	20,6	-
– Moyen-Orient	%	3,6	3,2	2,9	-
		100	100,0	100,0	-
Rotation des effectifs					
– Europe	%	17,1	19	18	-
– Asie-Pacifique	%	22,8	15	17	-
– Amérique du Nord	%	24,3	20	21	-
– Amérique latine	%	21,8	20	9	-
– Moyen-Orient	%	14,4	11	10	-
– Effectif total		21	18	16	-

Données clés (suite)

Équité hommes/femmes	Unités	2007	2006	2005	2004
Cadres dirigeants					
Hommes/femmes	%	82/18	83/17	75/25	-
Cadres moyens					
Hommes/femmes	%	69/31	70/30	70/30	-
Cadres junior					
Hommes/femmes	%	54/46	54/46	53/47	-
Personnel					
Hommes/femmes	%	40/60	39/61	37/63	-
Par région					
Europe					
Hommes/femmes	%	44/56	44/56	43/57	-
Asie-Pacifique					
Hommes/femmes	%	48/52	47/53	45/55	-
Amérique du Nord					
Hommes/femmes	%	40/60	41/59	43/57	-
Amérique latine					
Hommes/femmes	%	47/53	48/52	47/53	-
Moyen-Orient¹					
Hommes/femmes	%	65/35	66/34	65/35	-
Santé et sécurité					
Nombre d'accidents mortels au travail ¹		0	0	2	0
Accidents entraînant plus de trois jours d'incapacité de travail		320	274	381	356
Dommmages corporels soumis à déclaration pour 100 000 collaborateurs (Royaume-Uni)		163	152	162	151
Journées de travail perdues suite à un accident du travail pour 100 000 collaborateurs (Royaume-Uni)		2 804	2 572	3 249	1 839
Investissements dans la communauté					
Dons à des organisations caritatives	M USD	100,9	86,3	81,4	69,2
Europe ²	M USD	42,2	n.d.	n.d.	n.d.
Asie-Pacifique (y compris Moyen-Orient et Afrique)	M USD	12,7	n.d.	n.d.	n.d.
Amérique du Nord	M USD	38,8	n.d.	n.d.	n.d.
Amérique latine	M USD	7,2	n.d.	n.d.	n.d.
Coûts de gestion liés aux investissements dans la communauté ³	M USD	7,1			
Temps consacré par le personnel à ces actions organisations caritatives	heures	581 000	302 000	280 000	237 000
– Sur le temps de travail	heures	338 000	145 000	n.d.	n.d.
– Sur le temps libre	heures	243 000	157 000	n.d.	n.d.
– Valeur des heures prises sur le temps de travail	M USD	9,5	n.d.	n.d.	n.d.
– Europe	M USD	4,0	n.d.	n.d.	n.d.
– Asie-Pacifique (y compris Moyen-Orient et Afrique)	M USD	1,2	n.d.	n.d.	n.d.
– Amérique du Nord	M USD	4,2	n.d.	n.d.	n.d.
– Amérique latine	M USD	0,2	n.d.	n.d.	n.d.
Environnement					
Couverture des données environnementales	échelle 1–10	8,5	7,6	7,4	7,9
Qualité des données environnementales	échelle 1–10	8,1	7,6	7,8	7,7
Couverture du système de reporting	effectif ETP	298 738	288 822	252 914	220 055
Couverture en % du Groupe		95 %	96 %	94 %	90 %
Emissions de dioxyde de carbone⁴					
Total des émissions de CO ₂	tonnes	897 000	813 000	663 000	585 000
Emissions de CO ₂ liées à l'énergie	tonnes	718 000	634 000	539 000	497 000
Emissions de CO ₂ liées aux déplacements professionnels	tonnes	179 000	179 000	124 000	88 000
Total des émissions de CO ₂ par personne	tonnes	2,86	2,81	2,62	2,66
Emissions de CO ₂ liées à l'énergie par personne	tonnes	2,29	2,20	2,13	2,26
Emissions de CO ₂ liées aux déplacements professionnels par personne	tonnes	0,57	0,62	0,49	0,40
Emissions de CO ₂ par m ²	tonnes	0,13	0,13	0,11	0,11

Emissions de dioxyde de carbone par région ⁵	Unités	2007	2006	2005	2004
Total des émissions de CO ₂					
– Europe	tonnes	144 000	145 000	130 000	118 000
– Asie-Pacifique ⁶	tonnes	335 000	278 000	250 000	224 000
– Amérique du Nord	tonnes	236 000	292 000	216 000	211 000
– Amérique latine	tonnes	93 000	84 000	65 000	57 000
– Moyen-Orient	tonnes	10 000	14 000	0	0
Total des émissions de CO ₂ par ETP					
– Europe	tonnes	1,88	1,86	1,75	1,84
– Asie-Pacifique ⁶	tonnes	3,00	2,87	3,28	3,45
– Amérique du Nord	tonnes	4,32	5,01	3,84	4,17
– Amérique latine	tonnes	1,57	1,43	1,21	1,18
– Moyen-Orient	tonnes	5,56	4,77	0,00	0,00

Utilisation rationnelle des ressources

Consommation d'énergie totale	GWh	1 832	1 780	1 610	1 496
Consommation d'énergie par personne	kWh/ETP	6 134	6 163	6 366	6 798
Consommation d'énergie par m ²	kWh/m ²	291	283	268	285
Consommation totale d'électricité	GWh	1 515	1 486	1 313	1 141
Electricité (brune)	GWh	935	1 032	971	853
Electricité (verte)	GWh	530	454	342	288
Energie fossile (gaz, pétrole, diesel, etc.)	GWh	315	293	297	355
Total des déchets produits	kilotonnes	64	68	54	47
Déchets rejetés par personne	tonnes/ETP	0,11	0,12	0,12	0,12
Déchets rejetés	kilotonnes	32	35	30	27
Déchets recyclés	kilotonnes	32	33	24	20
Recyclage en %	%	50	49	44	43
Consommation d'eau totale	milliers de m ³	4 638	4 687	4 041	3 629
Consommation d'eau par personne	m ³ /ETP	15,5	16,2	16,0	16,5

Déplacements professionnels

Total des déplacements professionnels	millions km	1 227	1 200	850	635
Déplacements professionnels par personne	km/ETP	4 107	4 155	3 361	2 886
Déplacements aériens	millions km	883	831	557	408
Déplacements aériens intérieurs	millions km	198	228	108	77
Déplacements aériens internationaux	millions km	685	603	449	331
Déplacements en train	millions km	28	21	21	20
Déplacements par voie routière	millions km	252	283	233	201
Autres	millions km	45	65	39	6
Transports routiers	millions km	20	31	18	7

1 Les chiffres ont été modifiés suite à une erreur de saisie l'année dernière.

2 Comprend les dons pour des programmes mondiaux, sur lesquels 18,3 millions USD ont été dépensés en dehors de l'Europe.

3 Du fait d'une amélioration dans la collecte des données, les chiffres 2006 relatifs aux heures prises sur le temps de travail et sur le temps libre ont été modifiés.

4 Les chiffres 2007 sont extrapolés pour obtenir une couverture à 100 %. Ces chiffres comprennent aussi la prise en compte d'un facteur d'incertitude lié au système d'information et incluent les certificats d'énergie renouvelable.

5 Ces chiffres sont fondés sur les informations collectées auprès des unités régionales de reporting HSBC et incluent les certificats d'énergie renouvelable pour 2006 et 2007. Afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone, les chiffres 2007 ont été extrapolés pour couvrir 100 % de l'effectif équivalent temps plein, et des facteurs supplémentaires sont pris en compte pour compenser certaines incertitudes, selon les conseils donnés par le bureau de certification indépendant.

6 Inclut les émissions des centres de services et des centres technologiques qui contribuent à hauteur de 95 232 tonnes.

Attestation de contrôle de DNV



Rapport Développement Durable 2007 HSBC

Introduction

Det Norske Veritas, ci-après DNV, a été mandaté par la direction de HSBC Holdings plc (ci-après « HSBC ») pour certifier le Rapport Développement Durable de HSBC pour 2007 (le « Rapport »), et notamment l'exactitude et l'exhaustivité des statistiques de performance environnementale ; la collecte, l'analyse et la publication – pour la première fois – de données relatives aux objectifs environnementaux pour la période octobre 2005-décembre 2007 ; la mise en œuvre des Principes Equateur par HSBC ; la neutralité carbone de HSBC, y compris la production d'informations relatives à la gestion des émissions.

Des attestations de contrôle distinctes pour chacun des trois domaines mentionnés ci-dessus ont été remises à HSBC. Les attestations relatives aux Principes Equateur et à la neutralité carbone sont disponibles en ligne www.hsbc.com/sus-assurance.

La responsabilité que nous avons acceptée dans le cadre de cette mission nous engage uniquement vis-à-vis de la Direction de HSBC conformément aux termes du mandat qui nous a été confié. DNV décline expressément toute responsabilité pour toute décision, qu'elle concerne ou non des investissements, qui serait fondée sur la présente attestation de contrôle.

Champ du contrôle

La mission de vérification de DNV a été menée conformément à la norme AA1000 sur les attestations de contrôle (AA1000 Assurance Standard).

La totalité du texte du Rapport a été vérifiée au cours de cette mission de vérification. De plus, lorsque le Rapport se réfère, pour plus d'informations, au site d'HSBC, la mission a également couvert les champs concernés : commerce équitable, politique de lutte contre la corruption, politique de lutte contre la fraude, politique antiblanchiment, et dons à des partis politiques.

HSBC a expressément demandé à DNV de valider : la stratégie du Groupe et les politiques de développement durable au niveau de chaque fonction du Groupe ; les données relatives à l'impact environnemental direct en termes de consommation d'eau et d'énergie, et de production de déchets ; les émissions de CO₂ et les déplacements professionnels ; la neutralité carbone ; la collecte, l'analyse et la publication de données relatives aux objectifs environnementaux pour la période octobre 2005-décembre 2007 ; la mise en œuvre des Principes Equateur au sein du Groupe.

DNV n'a procuré au cours de l'année 2007 aucun service susceptible d'affecter l'indépendance de son analyse. DNV n'a pas participé à la préparation du Rapport, ni d'aucune des informations qu'il contient.

Limites

HSBC a demandé que la mission de vérification soit effectuée à son siège social à Londres. Cela nous a permis une bonne compréhension de la définition des politiques et de la mise en œuvre des Principes Equateur au niveau Groupe. DNV a procédé à des entretiens téléphoniques avec des responsables du développement durable en Amérique latine (Mexique) et dans la région Asie-Pacifique (Hong Kong).

DNV n'a pas procédé à la vérification des informations quantitatives en dehors de celles relatives aux objectifs environnementaux, aux performances environnementales et à la neutralité carbone, conformément à la demande d'HSBC.

Approche DNV

DNV, dont le siège social est situé à Oslo, est un des leaders dans le domaine du conseil en développement durable, et notamment dans le domaine de la vérification des rapports de développement durable. Nos experts couvrent plus de 100 pays. Notre Protocole de Vérification DNV est fondé à la fois sur les directives GRI G3 et les normes AA1000AS.

Cette mission de vérification a été conduite entre mars et mai 2008. DNV a retenu une approche guidée par la prise en considération des risques, se concentrant sur les questions les plus importantes à la fois pour HSBC

et les parties prenantes, i.e. le financement responsable (y compris les Principes Equateur) ; la neutralité carbone ; les objectifs et performances environnementaux relatifs à l'impact direct d'HSBC.

Cette attestation de contrôle comprend :

- Conduite des entretiens avec plus de 35 collaborateurs de société occupant une large variété de responsabilité, et notamment Ressources humaines, Conformité, Immobilier, Achat et Chaîne logistique, Développement durable, Risque de crédit, Financement de projet et Financement Export.
- Conduite des entretiens téléphoniques avec des responsables du développement durable et des Directeurs de la gestion du risque durable à Mexico et à Hong Kong.
- Analyse de manière approfondie d'une large variété de documents, notamment les comptes rendus des réunions du Comité développement durable, le *Manuel Général d'Instructions du Groupe*, et le *Manuel des Procédures Fonctionnelles*, les politiques sectorielles (forêts et produits forestiers, industrie chimique, métaux et industrie minière, énergie, infrastructure d'eau douce), les stratégies pour la finance carbone et pour le micro-crédit, la documentation relative aux Principes Equateur.
- Evaluation des crédits de compensation d'émissions/certificats détenus.
- Analyse du contenu de la base de données environnementales et examen des fonctionnalités.
- Examen des réactions des parties prenantes à l'occasion de groupes de travail ou de rapports sur HSBC, y compris des rapports rédigés par des médias externes ou par des agences de rating pour l'Investissement Socialement Responsable.

Réalisations

Notre opinion est que HSBC a continué à démontrer son engagement et à entreprendre des actions concrètes pour intégrer davantage les problématiques de développement durable dans le processus de gestion du Groupe. Après avoir été mandatés en 2006 pour procéder à la vérification du rapport 2006, nous sommes satisfaits de constater que HSBC a pris des mesures sur la base de nos recommandations. En particulier, nous souhaitons donner crédit à HSBC des réalisations suivantes :

- Une meilleure information générale relative à la politique de développement durable dans le *Group Standard Manual*, et le *Functional Instruction Manuals*, ainsi la récente mise à jour du *Functional Instruction Manual* exige que les différents bureaux d'HSBC demandent des accords et adressent des rapports à la Direction développement durable Groupe, permettant une meilleure gestion du risque durable ;
- Un réseau plus étoffé de responsables en charge de la gestion du risque durable ;
- Le développement d'outils permettant d'identifier et d'évaluer les risques de gestion durable, tels que la notation SSR (*Sustainability Risk Ratings*) ;
- Une plus grande attention portée à l'intégration des stratégies de développement durable au sein des différentes fonctions du Groupe, notamment en ce qui concerne l'eau, les déchets, la stratégie carbone et le micro-crédit ;
- La prise en compte de critères de développement durable au niveau des objectifs des dirigeants de Group Corporate Real Estate et des systèmes d'évaluation associés ;
- Le dialogue et la consultation avec les parties prenantes relativement au Rapport, dans différentes zones géographiques ;
- L'amélioration générale de la structure et du contenu du Rapport, notamment l'intégration des demandes des parties prenantes, l'indication des performances réalisées par rapport aux objectifs,

prévisions dans un contexte de développement durable des chapitres consacrés au dialogue avec les parties prenantes, au changement climatique, au financement responsable et aux Principes Equateur plus clairs et plus précis. De plus, nous avons apprécié la rédaction claire, concise et équilibrée du Rapport.

Conclusions

Nos travaux confirment la neutralité carbone de HSBC, son engagement à intégrer le développement durable dans sa stratégie d'entreprise, et la mise en œuvre effective des Principes Equateur. Nous avons également déterminé que la majorité des données relatives à l'impact environnemental direct, ainsi qu'aux réalisations de HSBC au regard des objectifs de 2005-2007 étaient fiables. Nous formulons les commentaires suivants sur le contenu du Rapport :

- **Matérialité** : nous considérons que les informations contenues dans le Sustainability Report 2007 (Rapport de Développement Durable 2007) traitent les questions les plus pertinentes de sa politique et de ses performances en matière de développement durable. Le contenu du Rapport vise également à répondre aux demandes d'information des parties prenantes, leur permettant de porter un jugement éclairé, de décider et d'agir.
- **Exhaustivité** : notre opinion est que le Rapport donne une image fidèle de la politique, des performances et des objectifs de HSBC en 2007. Nous avons identifié quelques domaines dans lesquels l'information est incomplète et moins fiable (consommation et production de déchets), nous reconnaissons que : 1) des progrès ont été accomplis par rapport à 2006 ; 2) l'obtention de données précises et complètes dans ce domaine constitue un défi pour l'ensemble de l'industrie ; et 3) HSBC s'engage à améliorer la qualité et l'exhaustivité des données quantitatives dans le futur.

HSBC a appliqué une approche conservatrice pour comptabiliser ses émissions de CO2 et a mis en œuvre des mesures permettant de réduire son empreinte. Les crédits de compensation des émissions de CO2 acquis ou détenus sont équivalents aux émissions comptabilisées ; nous avons vérifié que ces crédits ont été conservés par HSBC et n'ont pas été cédés.

- **Ouverture** : nous avons vérifié que HSBC a engagé un dialogue approfondi avec les parties prenantes en 2007. Conformément aux autres conclusions de notre mission de vérification, nous avons trouvé que HSBC a cherché, dans ce Rapport, à répondre aux intérêts, aux attentes et aux besoins d'information des parties prenantes.

Observations

Les remarques qui suivent constituent une partie des observations et suggestions faites à la direction de HSBC. Ces remarques n'affectent toutefois pas nos conclusions relatives au Rapport et sont en général cohérentes avec les objectifs existants de la direction de HSBC.

- Dans le futur, d'autres politiques sectorielles devront être mises à jour avec le même niveau de détail que la nouvelle politique pour la forêt.
- Une approche plus structurée devrait être adoptée pour la communication et le contrôle des performances des fournisseurs en matière d'éthique et de développement durable. De plus, HSBC devrait intégrer le développement durable dans d'autres aspects de la gestion de la chaîne logistique, au-delà des achats.
- Du fait de la structure décentralisée de HSBC et du rôle important de Group Corporate Sustainability, il existe un risque que la mise en œuvre et le contrôle s'opèrent de manière différenciée dans différentes zones géographiques. HSBC devrait envisager le développement d'un système permettant un meilleur contrôle des performances et de la gestion en matière de développement durable dans les différentes zones géographiques, tout en permettant le développement de bonnes pratiques au niveau local.

- HSBC doit continuer de faire en sorte que le calcul des émissions de CO₂ prenne en compte les données les plus récentes et les plus précises (les émissions au niveau local lorsque cela est possible).
- Compte tenu de la difficulté rencontrée par de nombreuses organisations à obtenir des mesures précises (et non des estimations) en matière d'eau et de déchets, nous recommandons d'améliorer la qualité des informations en précisant les définitions des différentes catégories de déchets, les procédures et le reporting au niveau local.
- La mise en valeur d'une évaluation de la matérialité au niveau du Groupe ; avec une contribution des différentes parties prenantes partout dans le monde. Cela permettrait une meilleure compréhension de l'impact de HSBC et de sa pertinence, des attentes des parties prenantes, et de l'impact des différents enjeux de développement durable sur l'activité de HSBC.

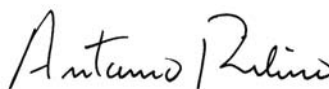
Signé en mai 2008



Esther Garcia
Head of CR Services (Royaume-Uni)



David Salmon
Country Manager (Royaume-Uni et Irlande)



Antonio Ribeiro
Vérificateur

Contact

Mark Talacko

Manager, Stakeholder Engagement and Reporting
Group Corporate Sustainability

HSBC Holdings plc

8 Canada Square
London E14 5HQ
United Kingdom

E-mail: sustainability@hsbc.com

Web: www.hsbc.com/sustainability

Le Rapport Développement Durable HSBC est publié annuellement.

Le dernier rapport a été publié en mai 2007.

Une version PDF de ce rapport est disponible :

www.hsbc.com/sustainabilityreport

© Copyright HSBC Holdings plc 2008

Tous droits réservés

Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, conservée dans un système d'archivage ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, tant électronique que mécanique ou au moyen de photocopie, d'enregistrement ou de tout autre procédé, sans l'autorisation préalable écrite de HSBC Holdings plc.

Conçu par Addison Corporate Marketing Limited, Londres

Version française publiée par HSBC France, Direction de la Communication, Paris, France

Réalisé par Franklin Partners, Paris, France

HSBC Holdings plc

8 Canada Square, Londres E14 5HQ, Royaume-Uni

Téléphone : 44 020 7991 8888 Télécopie : 44 020 7992 4880

www.hsbc.com

